

Evaluation des systèmes judiciaires (2020 - 2022)



Macédoine du Nord

Generated on : 30/09/2022 11:01

Données de référence 2020 (01/01/2020 - 31/12/2020)

Dates de début et fin de la campagne de collecte des données : 19/03/2021 - 01/10/2021

Objectif :

La CEPEJ a décidé, lors de sa 35ème réunion plénière, de lancer le huitième cycle d'évaluation 2020 – 2022, portant sur les données de l'année 2020.

La CEPEJ souhaite utiliser la méthodologie développée dans le cadre des cycles d'évaluation précédents pour obtenir, en s'appuyant sur son réseau de correspondants nationaux, une évaluation globale des systèmes judiciaires des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que de trois pays observateurs (Israël, le Maroc et le Kazakhstan). Ceci permettra aux décideurs publics et aux praticiens du droit d'agir en tenant compte de ces informations uniques.

Le présent questionnaire a été adapté par le Groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires (CEPEJ-GT-EVAL) à la lumière des cycles d'évaluation précédents et en tenant compte des commentaires des membres, observateurs, experts et correspondants nationaux de la CEPEJ. Le but de cet exercice est d'accroître la connaissance des systèmes judiciaires des Etats participants, de comparer le fonctionnement des systèmes judiciaires dans ses divers aspects ainsi que de comprendre les tendances de l'organisation judiciaire pour contribuer à améliorer l'efficacité de la justice. Le questionnaire d'évaluation et l'exploitation des résultats obtenus par ce biais ont pour ambition de devenir un véritable outil de politique publique de la justice, au service des citoyens européens.

Instruction :

La manière d'utiliser l'application et de répondre aux questions est guidée par deux documents principaux:

- le manuel d'utilisation et,
- la note explicative.

Tandis que la note explicative apporte des définitions et explications sur le questionnaire d'évaluation de la CEPEJ et la méthodologie nécessaire pour y répondre, le manuel d'utilisation est un outil pour vous aider à naviguer dans cette application. Vous pouvez télécharger la note explicative dans son intégralité sur le site web de la CEPEJ. Les explications spécifiques sont également accessibles pour chaque question dans l'application sous l'onglet « Note explicative ». Ce dernier constitue un outil de consultation immédiate lorsque vous répondrez aux questions.

Si vous avez des questions relatives à ces documents ou à l'utilisation de l'application, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat.

1. Informations générales et financières

1.1. Données démographiques et économiques

1.1.1 Habitants et informations économiques



001. Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier de l'année de référence +1)

[2 076 255]



=

002. Total des dépenses publiques annuelles au niveau national et le cas échéant, des dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €).

	Montant
Niveau national ou fédéral	1 807 163 695 [] NA [] NAP
Niveau territorial/entités fédérales (total pour l'ensemble des niveaux territoriaux/entités fédérales)	[] NA [X] NAP

Commentaires This is total annual amount of public expenditure includes all expenses made by the governmental bodies.



=

003. PIB par habitant (en €) en prix courants pour l’année de référence

[5 187]

Commentaires

004. Salaire moyen brut annuel (en €) pour l’année de référence

[8 214]

[] NA

Commentaires

005. Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1er janvier de l'année de référence +1

[61.69]

Autorisation de décimales : 5

[] NAP

Commentaires

A1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources :

1.1.2Données budgétaires relatives au système judiciaire



006. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué pour le fonctionnement de l’ensemble des tribunaux, en € (sans le budget du ministère public et sans le budget de l’aide judiciaire). Si vous ne pouvez pas distinguer le budget alloué aux tribunaux du budget alloué au ministère public et/

ou de celui alloué à l'aide judiciaire, merci de vous référer à la question 7. Si vous êtes en mesure de répondre à la question 6, veuillez répondre NA à la question 7.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
TOTAL - Budget public annuel alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)	31 152 812 [] NA [] NAP	30 944 886 [] NA [] NAP
1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)	24 212 471 [] NA [] NAP	24 212 170 [] NA [] NAP
2. Budget public annuel alloué à l'informatisation (2.1 + 2.2)	729 389 [] NA [] NAP	683 685 [] NA [] NAP
2.1 Investissements dans l'informatisation	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2 Maintenance des équipements informatiques des tribunaux	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.)	395 372 [] NA [] NAP	395 372 [] NA [] NAP
4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement)	1 088 183 [] NA [] NAP	1 088 183 [] NA [] NAP
5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)	379 316 [] NA [] NAP	351 758 [] NA [] NAP
6. Budget public annuel alloué à la formation	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
7. Autres (veuillez préciser)	4 348 081 [] NA [] NAP	4 213 718 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble des tribunaux qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : In other are included: costs for mailing services, office materials, travel costs, costs for renting of apartments, new cars etc. The court budget includes only the budgets of all courts.

The decreasing of the court budget in 2020 in total is due to the fact that with the rebalance of the budget in 2019, about 2 million euros were provided for non paid allowances on the judges from the previous years. This allowances were paid in 2019.

Regarding the line 3 which refers to the justice expenses, the significant reduction of the total amount is due to the fact that according to the Law on Criminal Procedure, costs for court expertise are no longer paid by the court budget. Now they are paying by the PPO Budget. From the court budget now are only paying court expertise for old cases which are long time in the system, before the new Law on criminal procedure start with implementation. In 2020, the number of this type of old cases for which the expertise was paid by the courts was significantly lower compared to previous years.

Regarding the line 5 (New court buildings), in 2019 money were provided for the renovation of the building of the Administrative Court. However, the renovation of the building was not realized, due to administrative-technical problems. In the 2020 budget, money for this purpose were not provided.

Line for training is not included here, but in the questions about the Academy for judges and public prosecutors.

007. Si vous ne pouvez pas répondre à la question 6 parce que vous ne pouvez pas isoler le budget public alloué aux tribunaux du budget public alloué au ministère public et/ou de celui alloué à l'aide judiciaire, veuillez remplir uniquement la ligne adéquate dans le tableau selon votre système.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et au ministère public	☐ NA ☒ NAP	☐ NA ☒ NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et à l'aide judiciaire	☐ NA ☒ NAP	☐ NA ☒ NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux, au ministère public et à l'aide judiciaire	☐ NA ☒ NAP	☐ NA ☒ NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :



=

008. Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe pour intenter une procédure devant un tribunal de droit commun :

	Obligation de payer une taxe pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun ?
en matière pénale	☐ Oui, au début de la procédure ☐ Oui, à un stade ultérieur ☒ Non
en matière autre que pénale	☒ Oui, au début de la procédure ☐ Oui, à un stade ultérieur ☐ Non

S'il existe des exceptions à l'obligation de payer une telle taxe, veuillez préciser ces exceptions : xceptions to the obligation to pay these court fees are regulated in Chapter II from the Law on Court taxes. Article 10

(1) Exempted from paying the fee are: the Republic of Macedonia, the state bodies,

the Red Cross, as well as foreign countries, foreign

nationals and international organizations, if provided by an international

agreement, ratified in accordance with the Constitution of the Republic of Macedonia or if it is a subject to reciprocity.

Article 11

Exempted from paying the fee are:

- former employees for filing a claim for employment with

the Bankruptcy Debtor in a Bankruptcy Procedure, in accordance with the Bankruptcy Law,

- citizens in a procedure for deciding upon a request for exemption from costs

of the procedure,

- citizens in administrative disputes in the field of social insurance,

social care, guardianship and adoption and denationalization and

- citizens in a procedure for execution of a request for entrusting a child to

care and upbringing.

008-1. Quelle est, en quelques mots, la méthode de calcul de cette taxe :

- Court fees are calculated in compliance with the provisions of the Law on court fees. They are calculated according to the value of the case.

008-2. Montant de la taxe exigée pour engager une action en recouvrement d'une créance d'un montant de 3000€ :

[60]

[] NA

[] NAP

Commentaires According to the Law on Court Fees

009. Montant annuel des taxes perçues par l'Etat (en €) :

[7 801 705]

[] NA

[] NAP

Commentaires All court fees paid by the natural persons and legal entities.

012. Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire (12.1 + 12.2)	442 468 [] NA [] NAP	357 432 [] NA [] NAP	85 036 [] NA [] NAP
12.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires Provided data from courts and Ministry of Justice.

Budget is increased for implementation on the new Law on free legal aid and facilitation of the conditions for getting on free legal aid.

For line 2, for cases not brought to court (legal advice, ADR and other legal services) budget is planned in total budget for free legal aid.

Because of that it not possible to be given separately.

012-1. Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire (12-1.1 + 12-1.2)	335 114 [] NA [] NAP	305 173 [] NA [] NAP	29 941 [] NA [] NAP
12-1.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	334 379 [] NA [] NAP	305 173 [] NA [] NAP	29 206 [] NA [] NAP

12-1.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	735 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	735 [] NA [] NAP
--	--------------------------	---------------------	--------------------------

Si le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : The budget for the legal aid in criminal cases is composed by: the budget for ex-officio lawyers according to the Law on Criminal procedure and the poor law budget. There are no other criminal cases, except criminal cases brought to court.

A little increasing in the implemented public budget in the other than criminal cases, is due to the fact that we start with full implementation new Law on free legal aid where the conditions for obtaining legal aid are facilitated.

=

012-2. L'aide judiciaire inclut-elle :

	L'aide judiciaire inclut:
La couverture des taxes / frais de justice	(X) Oui () Non [] NAP
L'exonération des taxes / frais de justice	(X) Oui () Non [] NAP

Commentaires According the article 13 from the Law on free legal aid, the user of free legal aid is exempted from court fees and costs related to court proceedings. CHAPTER II. CRITERIA FOR APPROVING SECONDARY LEGAL AID, Article 17. In the mentioned article are given general criteria for approving secondary legal aid. Namely, the secondary legal aid applicant shall be entitled to secondary legal aid if their financial standing prevents them from exercising their constitutional and legal rights without jeopardising their livelihood and the livelihood of the family members in their household. The financial standing of the applicant and their family members shall be established on the grounds of a written statement on their financial standing (provided by the legal aid applicant as part of the secondary legal aid application.

The applicant shall be approved secondary legal aid if:

- they meet the income and property criteria ; or
- they meet the criteria stipulated as an exception .

Income requirements

(The financial standing of the applicant and their family members shall be considered jeopardised by the procedure costs if:

- the monthly income of the applicant living alone does not exceed the minimum net wage in the Republic of North Macedonia, set by the regulations in the area of minimum wage;
- the monthly income of the applicant living in a household with their family members does not exceed the minimum net wage of paragraph (1), item 1, hereof, and the monthly income of each subsequent family member does not exceed 20% of the minimum net wage set by the regulations in the area of minimum wage.

Asset requirements

An applicant shall be approved secondary legal aid if it is established on the grounds of the submitted statement of financial standing of the applicant and their family members that:

- the applicant and their family members own only one single housing unit or a flat in a building;
- in addition to the property of item 1 hereof, the applicant and their family members also own one or more physically connected lots not exceeding 300 m2 in Skopje or 500 m2 in other municipalities in the Republic of North Macedonia, i.e. one or more lots with a total area of no more than 5000 m2 in rural areas;
- the legal aid applicant and their family members own only one registered motor vehicle with an engine displacement under 1200 cc.

Approving secondary legal aid

without establishing financial standing

By exception to above mentioned, secondary legal aid shall be approved without establishing the financial standing of the applicant and their family members if:

- the applicant is in a foster family, assisted living or social welfare institution, as decided by a social work centre (hereinafter: special circumstances);
- the applicant needs to initiate and be represented in a procedure before a court in order to impose interim barring orders against domestic violence; or
- the applicant finds themselves in a financial situation preventing them from ensuring the protection of their rights independently due to a natural disaster, force majeure or circumstances beyond their control.

=

012-3. Les budgets de l'aide judiciaire indiqués dans les Q12 et Q12-1 incluent-ils :

	Montant calculé/estimé inclus
La couverture des taxes / frais de justice	(X) Oui () Non [] NAP
L'exonération des taxes / frais de justice	() Oui (X) Non [] NAP

Commentaires According to procedural laws and Law on free legal aid.

=

013. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué au ministère public, en €.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué au ministère public, en € (dont 13.1)	9 266 256 [] NA [] NAP	8 722 093 [] NA [] NAP
13.1 Budget public annuel alloué à la formation du ministère public	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement du ministère public qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : Presented budget is lower in comparison with last year, because approximately 4 million euros were distributed for the Special Public Prosecution office last year. The SPO is not exist anymore in the Macedonian justice system.

=

014. Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux (réponses multiples possibles) :

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption/approbation du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la Justice	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Autre ministère	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP

Parlement	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Cour Suprême	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Conseil Supérieur de la Magistrature	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Tribunaux	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Organisme d'inspection	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Autre	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP

Commentaire - Si « Autre ministère », et/ou « Organisme d'inspection », et/ou « Autre », veuillez préciser : The Court Budget Council is responsible body for preparation, management, allocation of the budget among the courts and evaluation of the use of the budget. The Court Budget presents the annual estimate of the revenues and expenditures of the judicial branch and the Academy for Training of Judges and Public Prosecutors, determined by the Assembly and intended for the financing of the judicial branch and the Academy for Training of Judges and Public Prosecutors.

The Court Budget is a part of the State Budget as a separate part designated as "Judicial Power."

President of the The Court Budget Council is president of the Judicial Council.

Members of the Court Budget Council are President of the Supreme Court, Minister of Justice, presidents of four appellate courts, presidents of 2 basic courts on system of rotation, President of the Administrative Court and Director of Academy for training of judges and public prosecutors.

With the Court Budget Council presides President of the Judicial Council.

The Law on the Court Budget define procedure for the drafting, adoption, and enforcement of the Court Budget and the setting up of the Court Budget Council.

By means of the Court Budget the judicial branch of power in the Republic of Macedonia and the Academy for Judges and Public Prosecutors, is financed.

The Court Budget Council has duties as follows:

- set the criteria and methodology for the drawing up of the Court Budget,
- determines the allocation of the funds from the Court Budget to all the courts and to the Academy for Judges and Public Prosecutors and undertakes duly enforcement of the Court Budget,
- approves the funds for new employments in courts and in the Academy for Judges and Public Prosecutors within the framework of the fixed court budget of the mass designated for the pay of salaries,
- appoints the internal auditor,
- enacts the Rules of Order and other internal acts.

The expenditures of the Court Budget comprise the following:

1. Daily expenditures for,

- salaries and compensation for judges,
- salaries and compensation for the state employees, court police and other employees at the courts,
- merchandise and services for court's operations,
- expenditures incurred in proceedings,
- payment of other expenditures incurred in daily operations of courts,
- professional training of judges, state employees, court police and other employees at courts,
- salaries and compensation for the employees in the Academy for Judges and Public Prosecutors,
- merchandise and services for operations of the Academy for Training of Judges and Public Prosecutors,

- payment of other expenditures incurred in daily operations of the Academy for Judges and Public Prosecutors, and
- initial training of candidates for judges and deputies public prosecutors and continuous professional development of judges, public prosecutors and their deputies, of the employees in the courts and public prosecution offices, as well as of the civil servants from the Ministry of Justice which perform activities from the area of the justice system.

2. Capital expenditures for:

- purchasing of capital assets for courts,
- investment maintenance of the facilities and court equipment
- purchasing of capital assets for Academy for Judges and Public Prosecutors
- investment maintenance of the facilities and equipment of the Academy for Judges and Public Prosecutors

The drafting of the Court Budget is made on the basis of the fiscal policy and the main categories on the assessed revenues and expenditures for the next budget year, and in compliance with the internal criteria and methodology determined by the Court Budget Council.

The courts and the Academy for Judges and Public Prosecutors submit the following data to the Court Budget Council by June 1 of the current year the latest:

- estimate of the expenditures for the fiscal year, according to the expense items and smaller items,
- estimate of the expenditures for the next two fiscal years according to the expenses under categories,
- review of the expenses for the employment requisite for the carrying out of the functions of the users,
- proposals that contain future obligations or expenditures that shall be incurred over several years, including the investment projects presented individually, and - expenses for every forthcoming year presented individually.

In addition to this data, the users submit an explanation regarding the amount of the funds according to their positions.

After it receives the proposals, the Court Budget Council draws up a Court Budget Proposal and together with the explanation on the amounts of funds submits it to the Ministry of Finances.

Prior to the submission of the Budget Proposal of the Republic of Macedonia to the Government , the Minister of Finances together with the President of the Court Budget Council shall mandatory adjust the part of the funds "Court Budget" from the State Budget Proposal.

The Court budget as a part of State budget is adopted by he Parliament.

The President of the court and the Director of the Academy for Training of Judges and Public Prosecutors is responsible for the enforcement of the financial plan in the court, respectively, the Academy for Judges and Public Prosecutors.

The Court Budget Council follows the enforcement of the court financial plan. If, during the control, it is determined that irregularities and abuses by the President of the Court and by the Director of the Academy for Judges and Public Prosecutors have occurred in the process of enforcement of the financial plan, the Council informs the Supreme Court, the Ministry of Justice, the Judicial Council, the Academy for Judges and Public Prosecutors, the Ministry of Finance, and the State Bureau for Revision.

014-0. Quels sont les critères utilisés pour allouer les ressources financières entre les tribunaux ?

En outre, veuillez sélectionner maximum trois critères principaux d'allocation :

	Critères utilisés	Critères principaux
Coûts budgétaires des années précédentes	☐	☐
Evaluation des besoins particuliers	☒	☒
Nombre de juges/non juges	☒	☒
Nombre d'affaires nouvelles	☐	☐
Nombre d'affaires pendantes	☒	☒
Nombre d'affaires terminées	☐	☐
Autre	☐	☐

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser : All of mentioned criteria are used in the allocation of financial resources among courts. These 3 checked are the most relevant.

014-1. Quelles instances possèdent des compétences budgétaires au sein d'un tribunal de première instance ?

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Président du tribunal et/ ou juge(s)	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Directeur de l'administration du tribunal et/ou non-juges	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Organe mixte (juge(s) et non-juge(s))	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP
Autre	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP

Commentaires - Si « Autre », veuillez préciser. Si les responsabilités sont différentes selon le type/degré de juridiction, veuillez répondre à la question pour les juridictions de première instance de droit commun et décrire les différences en commentaire : Regulated in the Law on court budget.

A2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Judicial Council, Ministry of Finance, Ministry of Justice, Court Budget Council, courts and Public Prosecution Office

1.1.3. Données budgétaires relatives à l'ensemble du système de justice

015-1. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué à l'ensemble du système de justice, en € (ce budget global inclut le budget du système judiciaire – voir 15-2 ainsi que d'autres éléments du système de justice – voir 15-3) :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice, en €	68 574 604 [] NA [] NAP	65 163 679 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus et préciser notamment si une part importante du budget provient d'une organisation internationale. De plus, si le budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : In this budget are included court budget, budgets on Judicial Council, budget on Academy for judges and public prosecutors, Public Prosecution office, Ministry of justice, Constitutional court, Prisons, State Attorney office and Ombudsman office. The biggest portion of the justice budget is allocated to the courts, prisons and public prosecution office. Total approved budget is lower because there is no presented budget for the Special Public Prosecutor office and a lower court budget and

the budget of the Academy for judges and public prosecutors. For the reasons please see comment on Q4.

015-2. Eléments du budget du système judiciaire (Q6, Q7, Q12, Q13)

	Inclus
Tribunaux	(X) Oui () No [] NAP
Aide judiciaire	(X) Oui () No [] NAP
Ministère public	(X) Oui () No [] NAP

Commentaires AI of these included.

015-3. Autres éléments budgétaires

	Inclus
Système pénitentiaire	(X) Oui () Non [] NAP
Service de probation	(X) Oui () Non [] NAP
Conseil supérieur de la magistrature	(X) Oui () Non [] NAP
Conseil supérieur des procureurs	(X) Oui () Non [] NAP
Cour constitutionnelle	(X) Oui () Non [] NAP
Service de gestion du système judiciaire	(X) Oui () Non [] NAP
Service de l'avocat d'Etat	(X) Oui () Non [] NAP
Service de l'exécution	() Oui (X) Non [] NAP
Notariat	() Oui (X) Non [] NAP
Service d'expertise légale	() Oui (X) Non [] NAP

Protection judiciaire de la jeunesse	() Oui (X) Non [] NAP
Fonctionnement du ministère de la Justice	(X) Oui () Non [] NAP
Services des demandeurs d'asile et réfugiés	() Oui (X) Non [] NAP
Service d'immigration	() Oui (X) Non [] NAP
Certains services de police (ex : transfert, enquête, sécurité des détenus)	() Oui (X) Non [] NAP
Autres	(X) Oui () Non [] NAP

Si « Autres », veuillez préciser : Ombudsman budget.

A3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : All mentioned institutions

1.2 Organisation et gestion des tribunaux et des ministères publics

015-4. Veuillez décrire qui a la responsabilité de la gestion des tribunaux individuels, leurs rôles de gestion, leurs statuts et leur position dans la hiérarchie du tribunal concerné ?

- According to the article 16 from the Law on court budget, president of the court is responsible for the execution on the budget in the court.

Nombre de caractères maximaux : 10 000

015-5. Veuillez décrire qui a la responsabilité de la gestion des ministères publics individuels, leurs rôles de gestion, leurs statuts et leur position dans la hiérarchie du ministère public concerné ?

- Chief of public prosecution office is responsible for the execution on the budget in the public prosecution office.

Nombre de caractères maximaux : 10 000

2.Accès à la justice et à l’ensemble des tribunaux

2.1.Aide judiciaire

2.1.1Champ d'application de l'aide judiciaire

016. L’aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP
Conseil juridique, ADR et autres services juridiques	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP

New node

016-1. Veuillez décrire brièvement l’organisation du système d’aide judiciaire dans votre pays à la fois avant et durant la procédure devant le tribunal :

- In our country there is a dual system of free legal aid: one through Ministry of Justice according to the Law on free legal aid and another one given directly by the courts according to the procedural laws (Law on civil procedure and Law on Criminal Procedure). The Law on free legal aid regulates the general rules for providing free legal aid, the types and scope of free legal aid, the providers and beneficiaries of free legal aid, their duties and responsibilities, the procedure for exercising the right to free legal aid, the funding, reward and cost reimbursement for provided free legal aid, free legal aid in cross-border disputes, transparency and accountability in providing free legal aid, special procedures for free legal aid, the supervision of the implementation of this law, and other issues related to free legal aid.

New node

018. Est-il possible de bénéficier de l’aide judiciaire pour des frais relatifs à l’exécution des décisions de justice (par exemple : honoraires d’un agent d’exécution) ?

- () Oui
- (X) Non
- [] NAP

Si oui, veuillez préciser :

019. L’aide judiciaire peut-elle être allouée pour d’autres frais (différents de ceux indiqués aux questions 16 à 18, par exemple honoraires d’un conseiller technique ou expert, honoraires d’autres professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ?

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Allocation de l'aide judiciaire pour d'autres frais	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : According the article 13 paragraph 5 from the Law on free legal aid, user of free legal aid is exempted from the costs for experts.

2.1.2 Informations relatives à l'aide judiciaire



020. Veuillez indiquer le nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire :

	Total	Affaires portées devant les tribunaux	Affaires non portées devant les tribunaux
TOTAL	4 434 [] NA [] NAP	1 745 [] NA [] NAP	2 689 [] NA [] NAP
En matière pénale	1 588 [] NA [] NAP	1 588 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
En matière autre que pénale	2 846 [] NA [] NAP	157 [] NA [] NAP	2 689 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez préciser le cas échéant : In 2020 there were 1586 criminal cases referred to the court for which court granted free legal aid (compulsory defense) and 2 cases referred to the court for which court granted free legal aid (Defense of indigent persons). Additionally in the same year there were 20 civil cases referred to the court for which court granted free legal aid and 137 civil cases for which Ministry of Justice granted legal aid according to the Law on free legal aid. According to the new Legal aid which start with implementation in October 2019, in 2020 we have significantly increasing of the number of cases where primary legal aid was given. Primary legal aid according to the new law can give Ministry of justice, Associations registered in the Ministry of justice for giving on primary legal aid and legal clinics.

020-1. Veuillez indiquer les délais de la procédure pour l'octroi de l'aide judiciaire, c'est à dire la durée allant de la demande initiale d'aide judiciaire à l'approbation finale de cette demande.

	Durée en jours
Durée maximale prescrite dans la loi/règlementation	15 [] NA [] NAP
Durée moyenne réelle	[X] NA [] NAP

Commentaire - Veuillez préciser si les délais prévus sont fixés dans une loi ou une autre réglementation. En outre, veuillez préciser si des délais différents sont prévus pour les affaires pénales et les affaires autres que pénales : According the article 23 from the Law on free legal aid, the authorized person within 15 days from the day of receipt of the request is obliged:

- to obtain all the data necessary for determining whether the applicant meets the conditions for granting secondary legal aid,
- to examine and determine whether the applicant meets the conditions for approval of secondary legal aid,
- to prepare a confirmation approving or a notification rejecting the request for

secondary legal aid and

- to organize the first meeting between the lawyer and the beneficiary of the secondary legal aid and state the date of maintenance in the certificate.



=

021. En matière pénale, les personnes n'ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat?

	Assistance gratuite d'un avocat
Personnes mises en cause	(X) Oui () Non
Victimes	(X) Oui () Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

022. En matière pénale, ont-elles le libre choix de l'avocat dans le cadre de l'aide judiciaire?

	libre choix de l'avocat
Personnes mises en cause	(X) Oui () Non [] NAP
Victimes	(X) Oui () Non [] NAP

Commentaires According to the Article 75 from The law on Criminal procedure, the defendant can indicate the preferred attorney from the list of defense counsels of the appropriate legal community.

023-0. Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire complète ou partielle ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Veuillez préciser si d'autres critères sont pris en compte pour l'octroi de l'aide judiciaire et veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

023. Si oui veuillez indiquer ci-dessous:

	Montant du revenu annuel (pour une personne), (en €)	Valeur des biens (patrimoine) (pour une personne), (en €)
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière pénale	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière autre que pénale	242 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière pénale	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière autre que pénale	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

024. Est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice ou lorsque l'action n'a aucune chance d'aboutir) ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez expliquer les critères concrets pour refuser l'aide judiciaire :

025. La décision d'accorder ou de refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :

() le(s) juge(s) en charge de l'affaire principale

() un autre juge ou fonctionnaire

() une instance extérieure au tribunal

(X) plusieurs autorités (tribunal et organe externe)

Commentaires

026. Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux personnes physiques (cela ne concerne pas les entreprises ou autres personnes morales) de financer une action en justice ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez donner des indications sur le développement actuel de ce type d'assurance dans votre pays; s'agit-il d'un phénomène en progression ?

027. La décision judiciaire peut-elle préciser la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

	La décision judiciaire précise le partage des frais de justice
en matière pénale	(X) Oui () Non
en matière autre que pénale	(X) Oui () Non

Commentaire - Si vous répondez par la négative, veuillez spécifier comment les frais de justice sont distribués : This issue is regulated in Chapter 11 from the Law on Civil Procedure and Chapter 10 from the Law on Criminal Procedure (expenses of procedures).

B1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The Ministry of Justice and courts

2.2. Usagers des tribunaux et victimes

2.2.1 Droits des usagers et victimes

028. Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, Conseil supérieur de la magistrature, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement :

	Oui, adresse(s) internet :	Non
Aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.)	(X) https://www.pravda.gov.mk https://www.sobranie.mk	()
A la jurisprudence des juridictions supérieures	(X) www.sud.mk	()
A des informations sur le système judiciaire (organisation des tribunaux, procédures judiciaires, etc.)	(X) www.sud.mk	()
A d'autres documents (par exemple formulaires, formulaires téléchargeables, formulaires à remplir en ligne etc.)	(X) www.sud.mk	()

Commentaire - Veuillez préciser quels documents et informations sont inclus dans « A d'autres documents » : e-delivery, online forms for petitions from citizens, accreditation from journalists etc.

029. Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais prévisibles de leur procédure judiciaire ?

(X) Oui, toujours

() Non

() Oui, seulement dans quelques situations particulières

Commentaire - Si « Oui, seulement dans quelques situations particulières », veuillez préciser :

030. Existe-t-il un système d'information public et gratuit pour informer et faciliter l'accès à la justice ?

	Système d'information
Général pour les citoyens	[] Information en ligne [X] Téléphone [] Discussion interactive [X] En personne (accès physique sur place) [] Autre [] Non

Spécifique pour les victimes d'infractions	☐ Information en ligne ☒ Téléphone ☐ Discussion interactive ☒ En personne (accès physique sur place) ☒ Autre ☐ Non
Spécifique pour les mineurs (adapté aux enfants)	☐ Information en ligne ☒ Téléphone ☐ Discussion interactive ☒ En personne (accès physique sur place) ☒ Autre ☐ Non

Commentaire - Veuillez fournir plus d'informations concernant ces systèmes. En outre, veuillez préciser comment cette assistance est fournie : One segment of this is the system of free legal aid.

Another system is related to the compensation of children victims. Namely, The Program for compensation of children victims is published on the web site of the Ministry of Justice.

031. Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires ?

	Dispositif d'information	Modalités particulières pour les auditions	Autres modalités particulières
Victimes de violence sexuelle / viol	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Victimes du terrorisme	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Mineurs (témoins ou victimes)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Victimes de violence domestique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Minorités ethniques	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Personnes en situation de handicap	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Délinquants mineurs	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Autres (par exemple, les victimes de la traite des êtres humains, mariage forcé, mutilation sexuelle)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Commentaire - Si « Autres personnes vulnérables » et/ou « Autres modalités particulières », veuillez préciser :

031-0. Si des modalités particulières existent au regard des mineurs, quels sont les dispositifs, instruments, installations, pratiques visant à les protéger lorsqu'ils participent à une procédure judiciaire ?

☒ Préparation spéciale et adaptée aux mineurs pour la participation au procès/ poursuite judiciaire (expliquer la procédure d'une

manière adaptée aux mineurs)

- ☐ Salle spéciale dans le tribunal conçue pour les audiences adaptées aux mineurs
- ☒ Personne/équipe spéciale de professionnels qualifiés (par exemple psychologues) pour accompagner le mineur tout au long de la procédure
- ☒ Des moyens spécifiques pour communiquer et expliquer la signification des décisions de justice
- ☒ Structures interinstitutionnelles/multidisciplinaires telles que les “Maisons d’enfants”
- ☐ Autre, veuillez préciser
- ☐ NAP

Commentaire

031-1. Quels sont les principaux critères pour qu’un mineur puisse engager une procédure, prendre des mesures procédurales en son nom propre ou être témoin ?

	Procédure civile	Procédure pénale
Capacité d'engager une procédure et de prendre d'autres mesures procédurales en son nom propre	☐ Seuil d’âge[Comment] ☐ Exceptions au seuil ☐ Capacité de discernement ☐ Autre ☒ NAP	☐ Seuil d’âge[Comment] ☐ Exceptions au seuil ☐ Capacité de discernement ☐ Autre ☒ NAP
Être témoin	☐ Seuil d’âge[Comment] ☐ Exceptions au seuil ☒ Capacité de discernement ☐ Autre ☐ NAP	☐ Seuil d’âge[Comment] ☐ Exceptions au seuil ☒ Capacité de discernement ☐ Autre ☐ NAP

Commentaire - Si vous avez sélectionné les réponses « Exceptions au seuil » et « Autre », veuillez apporter des précisions. Si votre système fait une distinction entre la pleine capacité et la capacité limitée d’ester en justice, veuillez décrire la base de cette différenciation (âge, capacité de discernement, type d’action, type d’affaires, autre). Criminal Procedure

This issue is regulated in the Article 19 of the LAW ON JUSTICE FOR CHILDREN. According to the mentioned article:

- A child shall mean any person under 18 years of age;
- A child at risk shall mean any child who has reached seven, and is younger than 18 years of age, with a bodily disability or mental disabilities, a victim of violence, educationally and socially neglected, who is in such a condition that it is difficult or impossible to achieve the educational function of parent/s or guardian/s, who is not included in the system of education and upbringing, drawn into begging, wandering or prostitution, who uses drugs and other psychotropic substances and precursors or alcohol, and who, because of such conditions, is, or may come into contact with the law as a victim or witness in an act which by law is envisaged as a misdemeanor or crime;
- A child at risk aged up to 14 shall mean any child who at the time of committing an act envisaged by law as a criminal offense for which a fine or imprisonment of more than three years is determined, or an act envisaged by law as a misdemeanor, has reached seven and is younger than 14 years of age;
- A child at risk aged 14 to 18 shall mean any child who at the time of committing an act envisaged by law as a criminal offense for which a fine or imprisonment of up to three years is determined, or an act envisaged by law as a misdemeanor, has reached 14 and is younger than 18 years of age;
- A child in conflict with the law aged 14 to 16 shall mean any child who at the time of committing an act envisaged by law as a criminal offense for which imprisonment of more than three years is determined, has reached 14 and is younger than 16 years of age;
- A child in conflict with the law aged over 16 shall mean any child who at the time of committing an act envisaged by law as a criminal offense for which imprisonment of more than three years is determined, has reached 16 and is younger than 18 years of age;

- A child victim shall mean any child under 18 who has suffered harm, including physical or mental injury, emotional suffering, material loss or other injury or violation of child's rights and interests as a result of a committed act envisaged by law as a crime;
- A younger adult shall mean a person who at the time of adjudication regarding an act envisaged by law as a criminal offense, has reached 18 and is younger than 21 years of age;
- Measures shall mean measures of assistance and protection stipulated by law which do not consist of deprivation and restriction of children's freedoms and rights for having committed an act envisaged by law as a crime or a misdemeanor or a state of risk, that may be applied against the child, parent/s or guardian/s by a court or other authorities specified by this Law;
- A sanction shall mean a legal consequence of any act envisaged by law as a crime or misdemeanor consisting in assistance and protection, or restriction or deprivation of certain rights and freedoms of children aged 14 to 18 for having committed acts envisaged by law as crimes or misdemeanors, issued by a court in a procedure defined by this Law.

According to the Law, before deciding whether to file a request for the initiation of preparatory proceedings, the Public Prosecutor shall hear the child in the presence of his/her parent/s or guardian/s and Defense Counsel, except where child's psychological and physical condition does not allow for this.

According to the Law on Criminal Procedure, the following persons shall not be witnesses: a juvenile person (18 years) who, bearing mind his or her age and mental development is not capable of understanding the significance of his or her right not to testify, unless the defendant himself or herself demands it.

CIVIL PROCEDURE

According to the Law on Civil Procedure, minor in civil procedure is represented by the legal representative.

According to the Law on Civil Procedure, witness who at the moment of interrogation are minors or who cannot understand the meaning of the oath will not take the oath.

031-2. Si un mineur ne peut pas mener une procédure en son nom propre, qui peut le représenter au cours de la procédure judiciaire ?

	Procédure civile	Procédure pénale
Parent/ tuteur légal	☒ Oui, toujours ☐ Oui, sauf dans certaines situations spécifiques ☐ Non ☐ NAP	☒ Oui, toujours ☐ Oui, sauf dans certaines situations spécifiques ☐ Non ☐ NAP
Autre représentant (à la place des parents/ tuteur légal)	☒ Services d'aide sociale ou autre institution publique ☒ Professionnel du droit ☐ Associations pour la protection des mineurs ☐ Autre ☐ NAP	☒ Services d'aide sociale ou autre institution publique ☒ Professionnel du droit ☐ Associations pour la protection des mineurs ☐ Autre ☐ NAP

Commentaire Legal representative and lawyer, but Center for social affairs is also involved.

031-3. Quels sont les différents critères de responsabilité pénale des mineurs ? (réponses multiples possibles)

- ☒ Seuil(s) d'âge
- ☐ Capacité de discernement
- ☐ Autres critères

Commentaire LAW ON JUSTICE FOR CHILDREN

Regarding a child who, at the time of committing an act envisaged by law as a crime or misdemeanor, has not reached 14, any sanction stipulated by this Law may not be applied.

Article 21

Regarding a child at risk of up to 14 years of age and a child at risk aged over 14 years of age, legal measures of assistance and protection that are in the best interest of the child and child's upbringing and development shall be applied.

Article 22

(1) Regarding a child at risk of up to 14 years of age and a child at risk aged over 14 years of age, measures of assistance and protection shall be applied only when the Center for Social Work finds that the state of risk affects the personality development and proper upbringing of the child.

(2) The measures referred to in paragraph (1) of this Article may also apply to parent/s or guardian/s if they neglected or abused the exercise of their rights or obligations regarding the protection of personality, rights and interests of the child.

Article 23

Measures of assistance and protection shall be measures stipulated by law in the areas of education, health care, social welfare, family and other forms of protection.

031-3-1. Quels sont les seuils d'âge pour la responsabilité pénale des mineurs ?

Responsabilité pénale entraînant une peine non privative de liberté (par ex. mesures éducatives)

[14]

[] NA

[] NAP

Responsabilité pénale entraînant une peine privative de liberté

[16]

[] NA

[] NAP

Commentaire - Veuillez décrire brièvement la particularité de votre système. Pourriez-vous préciser si la possibilité d'atténuation s'applique aux peines prononcées et comment : LAW ON JUSTICE FOR CHILDREN

A child aged 14 to 16 may, for an act envisaged by law as a crime, be sentenced only educational measures.

A child aged 16 to 18 may, for an act envisaged by law as a crime, be sentenced educational measures, and as an exception, punished by sanction or issued an alternative measure.

032. Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

() Oui, mais seulement si l'auteur est inconnu

() Oui, mais seulement si l'indemnisation ne peut pas être obtenue de la part de l'auteur

(X) Oui, toujours

() Non

Commentaire

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est-elle allouée ?

() Pour tous les types d'infractions

(X) Pour certains types d'infractions

[] NAP

Commentaire - Veuillez préciser : criminal offences with violence

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

(X) Oui

() Non

Commentaires A child identified by a Final Court Decision as a victim or a party injured by an act envisaged by law as a crime or misdemeanor with elements of violence and who has been recognized a legal indemnification claim, may submit a claim for damages from the funds referred to in Article 151 paragraph (1) of this Law to the competent court, if due to factual or legal obstacles, the indemnification claim cannot be executed from the assets of the perpetrator of the crime or another act of violence, and if from the Final Decision on Indemnification Claim, more than six months have passed.

Regarding the compensation procedure for persons over 18, in parliamentary procedure is Law for victim's` compensation that will be adopted by the Parliament in next period.

032-0. Si oui, pour quels types d’infractions l’indemnisation est- elle allouée ?

☐ Pour tous les types d’infractions

☒ Pour certains types d’infractions

[] NAP

Commentaire - Veuillez préciser : criminal offences with violence

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d’indemnisation ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires A child identified by a Final Court Decision as a victim or a party injured by an act envisaged by law as a crime or misdemeanor with elements of violence and who has been recognized a legal indemnification claim, may submit a claim for damages from the funds referred to in Article 151 paragraph (1) of this Law to the competent court, if due to factual or legal obstacles, the indemnification claim cannot be executed from the assets of the perpetrator of the crime or another act of violence, and if from the Final Decision on Indemnification Claim, more than six months have passed.

Regarding the compensation procedure for persons over 18, in parliamentary procedure is Law for victim's` compensation that will be adopted by the Parliament in next period.

032-0. Si oui, pour quels types d’infractions l’indemnisation est- elle allouée ?

☐ Pour tous les types d’infractions

☒ Pour certains types d’infractions

[] NAP

Commentaire - Veuillez préciser : criminal offences with violence

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d’indemnisation ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires A child identified by a Final Court Decision as a victim or a party injured by an act envisaged by law as a crime or misdemeanor with elements of violence and who has been recognized a legal indemnification claim, may submit a claim for damages from the funds referred to in Article 151 paragraph (1) of this Law to the competent court, if due to factual or legal obstacles, the indemnification claim cannot be executed from the assets of the perpetrator of the crime or another act of violence, and if from the Final Decision on Indemnification Claim, more than six months have passed.

Regarding the compensation procedure for persons over 18, in parliamentary procedure is Law for victim's` compensation that will be adopted by the Parliament in next period.

034. Existe-t-il des études permettant d’évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts octroyés aux victimes par les juridictions ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez illustrer avec des données disponibles concernant le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable :

035. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

035-1. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des mineurs victimes (protection et assistance) ?

(X) Oui

() Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser : The police, the Public Prosecutor and the Court shall proceed with special care towards a child victim of crime advising him/her of the rights and taking care of child's interest in making a Decision on prosecution against the defendant, on which, an official written note or record shall be made.

The Court, the Public Prosecutor's Office and the Police shall advise a child victim of his/her rights no later than child's first questioning and they shall compile an official written note or record thereof.

036. Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ? Veuillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de la possibilité pour un procureur de « classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge ».

(X) Oui

() Non

[] NAP

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser : Victims have right for dispute a public prosecutor's decision to discontinue a case that is submitted to the High public prosecution office.

037. Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

	Nombre de demandes d'indemnisation	Nombre de condamnations	Montant total (in €)
Total	399 [X] NA [] NAP	399 [] NA [] NAP	331 856 [] NA [] NAP
Durée excessive de la procédure	371 [] NA [] NAP	392 [] NA [] NAP	136 987 [] NA [] NAP
Non-exécution des décisions de justice	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Arrestation injustifiée	[X] NA [] NAP	6 [] NA [] NAP	184 902 [] NA [] NAP

Condamnation injustifiée	☒ NA ☐ NAP	1 ☐ NA ☐ NAP	9 967 ☐ NA ☐ NAP
Autre	☐ NA ☒ NAP	☐ NA ☒ NAP	☐ NA ☒ NAP

Commentaire - Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d'indemnisation et la méthode de calcul du montant de l'indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) :

2.2.2. Confiance et satisfaction des citoyens dans leur système de justice



038. Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes pour mesurer la confiance dans la justice et le degré de satisfaction par rapport au service rendu ?

	Au niveau national	Au niveau des tribunaux
Enquêtes auprès des juges	☐ Annuelle ☐ Autre type de fréquence ☒ Ad hoc	☐ Annuelle ☐ Autre type de fréquence ☒ Ad hoc
Enquêtes auprès du personnel des tribunaux	☐ Annuelle ☐ Autre type de fréquence ☒ Ad hoc	☐ Annuelle ☐ Autre type de fréquence ☒ Ad hoc
Enquêtes auprès des procureurs	☐ Annuelle ☐ Autre type de fréquence ☒ Ad hoc	☐ Annuelle ☐ Autre type de fréquence ☒ Ad hoc
Enquêtes auprès des avocats	☐ Annuelle ☐ Autre type de fréquence ☒ Ad hoc	☐ Annuelle ☐ Autre type de fréquence ☒ Ad hoc
Enquêtes auprès d'autres professionnels	☐ Annuelle ☐ Autre type de fréquence ☐ Ad hoc	☐ Annuelle ☐ Autre type de fréquence ☐ Ad hoc
Enquêtes auprès des parties	☐ Annuelle ☐ Autre type de fréquence ☒ Ad hoc	☐ Annuelle ☐ Autre type de fréquence ☒ Ad hoc
Enquêtes auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales, ONG)	☐ Annuelle ☐ Autre type de fréquence ☐ Ad hoc	☐ Annuelle ☐ Autre type de fréquence ☐ Ad hoc
Enquêtes auprès des victimes	☐ Annuelle ☐ Autre type de fréquence ☐ Ad hoc	☐ Annuelle ☐ Autre type de fréquence ☐ Ad hoc

Enquêtes auprès des mineurs	☐ Annuelle ☐ Autre type de fréquence ☐ Ad hoc	☐ Annuelle ☐ Autre type de fréquence ☐ Ad hoc
Enquêtes auprès du public	☐ Annuelle ☐ Autre type de fréquence ☐ Ad hoc	☐ Annuelle ☐ Autre type de fréquence ☐ Ad hoc
Autre(s) enquête(s) non mentionnée(s)	☐ Annuelle ☐ Autre type de fréquence ☐ Ad hoc	☐ Annuelle ☐ Autre type de fréquence ☐ Ad hoc

Commentaire - Veuillez indiquer les références et les liens vers les enquêtes de satisfaction citées : These surveys are carried out by international projects, NGO`s, and Association of Judges.

039. Existe-t-il des statistiques hommes/femmes concernant les usagers des tribunaux, les personnes qui saisissent le tribunal, les victimes, les auteurs d'infractions etc. ?

() Oui, veuillez préciser :

(X) Non

Commentaire - Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

040. Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement du système judiciaire ? (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure)

(X) Oui

() Non

Commentaires

041. Si oui veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Autorité compétente pour traiter de la plainte	Existence d'un délai pour cette autorité pour traiter la plainte
Tribunal concerné	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Instance supérieure	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Ministère de la Justice	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Conseil supérieur de la magistrature	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires

041-1. Si oui, veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Nombre de plaintes	Montant des indemnisations accordées
Tribunal concerné	☒ NA ☐ NAP	☐ NA ☒ NAP
Instance supérieure	☒ NA ☐ NAP	☐ NA ☒ NAP
Ministère de la Justice	271 ☐ NA ☐ NAP	☐ NA ☒ NAP
Conseil supérieur de la magistrature	531 ☐ NA ☐ NAP	☐ NA ☒ NAP
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	406 ☐ NA ☐ NAP	☐ NA ☒ NAP

Commentaires - Si possible, veuillez donner des informations sur l'efficacité de cette procédure de plainte et veuillez indiquer tout commentaire utile :

3. Organisation des tribunaux

3.1. Tribunaux

3.1.1 Nombre de tribunaux

042. Nombre de tribunaux - entités juridiques.

	Nombre de tribunaux
Nombre total des tribunaux - entités juridiques (1 + 2)	34 ☐ NA ☐ NAP
1. Nombre total des tribunaux de droit commun - entités juridiques (1.1 + 1.2 + 1.3)	30 ☐ NA ☐ NAP
1.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance - entités juridiques	25 ☐ NA ☐ NAP
1.2 Tribunaux de droit commun de deuxième instance - entités juridiques	4 ☐ NA ☐ NAP
1.3 Tribunaux de droit commun de la plus haute instance - entités juridiques	1 ☐ NA ☐ NAP
2. Nombre total des tribunaux spécialisés - entité juridiques	4 ☐ NA ☐ NAP

Commentaires

043. Nombre de tribunaux spécialisés - entités juridiques.

	Première instance	Instances supérieures
Nombre total des tribunaux spécialisés - entités juridiques	3 [] NA [X] NAP	1 [] NA [X] NAP
Tribunaux commerciaux (à l'exclusion des tribunaux de faillites)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux des faillites	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux du travail	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux des affaires familiales	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé ou la corruption	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux en matière de contentieux de l'Internet	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux administratifs	1 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux militaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux pour enfants	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Autres tribunaux spécialisés	2 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si « Autres tribunaux spécialisés », veuillez donner des précisions :

044. Nombre de tribunaux - implantations géographiques.

Nombre de tribunaux (implantations géographiques)

Tribunaux de première instance - implantations géographiques (sont incluses ici les juridictions de droit commun de première instance et les juridictions spécialisées de première instance)	28 [] NA [] NAP
Tous les tribunaux - implantations géographiques (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les cours suprêmes)	34 [] NA [] NAP

Commentaires



=

045. Nombre de tribunaux de 1ère instance (implantations géographiques) compétents pour une affaire concernant :

	Nombre de tribunaux
Une petite créance	26 [] NA [] NAP
Le licenciement	26 [] NA [] NAP
Le vol avec violence	26 [] NA [] NAP
Faillite	15 [] NA [] NAP

Commentaires

045-1. Votre définition d'une petite créance est elle similaire à celle fournie dans la Note explicative ?

- (X) Oui
- () Non

Commentaire - Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser votre définition d'une petite créance :

045-2. Veuillez indiquer le montant en € d'une petite créance :

[9 726]

Commentaires 600.000 denars
Defined in the Law on Civil Procedure

C. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The Law on Courts and The Law on Civil Procedure

3.2. Personnel des tribunaux

3.2.1 Juges et personnels non-juges

046. Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées.)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)	493 [] NA [] NAP	194 [] NA [] NAP	299 [] NA [] NAP
1. Nombre de juges professionnels de première instance	376 [] NA [] NAP	144 [] NA [] NAP	232 [] NA [] NAP
2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance)	95 [] NA [] NAP	39 [] NA [] NAP	56 [] NA [] NAP
3. Nombre de juges professionnels dans les Cours suprêmes	22 [] NA [] NAP	11 [] NA [] NAP	11 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : In row 1. - Number of first instance professional judges there are counted judges in all 27 basic courts and judges in Administrative court.

In row 2. - Number of second instance professional judges there are counted judges in all 4 appellate courts and judges in High Administrative court.

Number of Supreme Court professional judges - Female: The number is higher because of new elected judges in 2020.

The reason for permanent decrease in the number of first instance judges is the introduction of a new condition for appointment of first instance judges. Namely, to become first instance judge, a candidate has to complete the initial training in the Academy for judges and public prosecutors. Having in mind that there was limited number for persons for initial training, there were not enough candidates eligible to be appointed in basic courts by the Judicial Council.

=

046-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les juges avec une rémunération proportionnellement réduite ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

046-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle situation le travail à temps partiel peut être accordé (réponses multiples possibles) :

[] Garde d'enfants

[] Soins aux personnes âgées

[] A des fins de retraite anticipée

[] Autre raison, veuillez préciser

Commentaires

046-1-3. Si oui, quel est le pourcentage de juges travaillant à temps partiel (en relation avec le nombre total de juges) ?

	Total (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
Total (1 + 2 + 3) (%)	☐ NA ☐ NAP	☐ NA ☐ NAP	☐ NA ☐ NAP
1. En première instance (%)	☐ NA ☐ NAP	☐ NA ☐ NAP	☐ NA ☐ NAP
2. En deuxième instance (cours d'appel) (%)	☐ NA ☐ NAP	☐ NA ☐ NAP	☐ NA ☐ NAP
3. Au niveau des Cours suprêmes (%)	☐ NA ☐ NAP	☐ NA ☐ NAP	☐ NA ☐ NAP

Commentaires

046-1-4. Quel est le pourcentage de temps de travail d'un juge exerçant à temps partiel comparé à un juge exerçant à temps plein ?

() Moins de 50 %

() 50 – 60%

() 60 - 80%

() Plus de 80 %

☐ NA

☒ NAP

Commentaires

=

046-2. Nombre de juges (ETP) par type d'affaires:

	Total	Civiles et/ou commerciales	Pénales	Administratives	Autres
Nombre total de juges	☒ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP
Première instance	☒ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP
Deuxième instance	☒ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP
Cours suprêmes	☒ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP



=

047. Nombre de présidents de tribunaux (juges professionnels).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de président(e)s de juridictions (1 + 2 + 3)	34 [] NA [] NAP	18 [] NA [] NAP	16 [] NA [] NAP
1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance	28 [] NA [] NAP	15 [] NA [] NAP	13 [] NA [] NAP
2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance)	5 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP
3. Nombre de président(s) de cours suprêmes	1 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires

048. Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tels (si possible, au 31 décembre de l'année de référence).

	Donnée
Donnée brute	[] NA [X] NAP
Donnée en équivalent temps plein	[] NA [X] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation de la réponse à cette question :

048-1. Ces juges professionnels siégeant occasionnellement traitent-ils une partie importante des affaires ?

() Oui Si oui, veuillez apporter des précisions quant aux types d'affaires et une estimation en pourcentage.

.....

() Non

[X] NAP

Commentaires

049. Nombre de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (y compris les "lay judges" ou juges consulaires ; mais les arbitres ou les jurés sont exclus de cette donnée).

Donnée

Donnée brute	499 [] NA [] NAP
Donnée en équivalent temps plein	339 [] NA [] NAP

Commentaires Gross figure - Number is higher because of more elected lay judges in 2020.

049-1. Si de tels juges non professionnels existent en première instance dans votre pays, veuillez préciser pour quels types d'affaires :

	Oui	Non	Echevinage
Affaires pénales (infractions graves)	()	()	(X)
Affaires pénales (infractions mineures)	()	(X)	()
Affaires familiales	()	()	(X)
Affaires de droit du travail	()	()	(X)
Affaires de droit social	()	()	(X)
Affaires commerciales	()	()	(X)
Affaires de faillite	()	(X)	()
Autre affaires civiles	()	(X)	()

[] NAP

Commentaire - Si « Autres affaires civiles », veuillez préciser :

050. Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

050-1. Si oui, pour quel(s) type(s) d'affaire(s) ?

[] Affaires pénales

[] Affaires autres que pénales

Commentaires

051. Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence ?

[]

[] NA

[X] NAP



=

052. Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	2 266 [] NA [] NAP	846 [] NA [] NAP	1 420 [] NA [] NAP
1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours.	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. Personnels non-juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des dossiers, assistance à l'audience, aide à la préparation de la décision)	559 [] NA [] NAP	177 [] NA [] NAP	382 [] NA [] NAP
3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	1 367 [] NA [] NAP	431 [] NA [] NAP	936 [] NA [] NAP
4. Personnels techniques	153 [] NA [] NAP	54 [] NA [] NAP	99 [] NA [] NAP
5. Autres personnels non juges	187 [] NA [] NAP	184 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « Autres personnels non-juges », veuillez préciser : In this category are included the number of the employees in the judicial police.

Other non-judge staff - female: There are no big difference in absolute numbers.

052-1. Nombre de personnel non-juge par instance (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Total de personnel non- juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3)	2 266 [] NA [] NAP	846 [] NA [] NAP	1 420 [] NA [] NAP

1. Total de personnel non- juge auprès des tribunaux de première instance	1 935 [] NA [] NAP	761 [] NA [] NAP	1 174 [] NA [] NAP
2.Total de personnel non- juge auprès des cours d'appel (2ème instance)	257 [] NA [] NAP	69 [] NA [] NAP	188 [] NA [] NAP
3.Total de personnel non- juge auprès des cours suprêmes	74 [] NA [] NAP	16 [] NA [] NAP	58 [] NA [] NAP

Commentaires Total non-judge staff working in courts at Supreme Court level - Female: Increasing is due to the new employees in the State PPO.

=

053. S'il existe dans votre système judiciaire la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours veuillez préciser dans quels domaines ils interviennent :

- [] Pour l'aide judiciaire
- [] En matière familiale
- [] Pour les ordres de paiement
- [] Pour les affaires liées aux registres (affaires liées au registre foncier et/ou au registre du commerce)
- [] Exécution des affaires civiles
- [] Exécution des affaires pénales
- [] Pour les affaires non contentieuses
- [] Autres types d'affaires non mentionnés (veuillez préciser en commentaire)
- [X] NAP

Commentaires - Veuillez brièvement décrire leur statut et leurs fonctions :

054. Les tribunaux ont-ils délégué certains services relevant de leur responsabilité à un service externe ?

- () Oui
- (X) Non

Commentaires

054-1. Si oui, veuillez préciser quels services ont été externalisés :

- [] la maintenance informatique
- [] la formation du personnel
- [] la sécurité
- [] les archives
- [] le nettoyage
- [] autres types de services (veuillez préciser) :

Commentaires

C1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Judicial Council
Court Budget Council

3.3.Ministère public

3.3.1.Procureurs et personnel

055. Nombre de procureurs (au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, auprès de tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3)	187 [] NA [] NAP	84 [] NA [] NAP	103 [] NA [] NAP
1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance	147 [] NA [] NAP	61 [] NA [] NAP	86 [] NA [] NAP
2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance)	30 [] NA [] NAP	14 [] NA [] NAP	16 [] NA [] NAP
3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes	10 [] NA [] NAP	9 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : Number of prosecutors at Supreme Court level – Female: Lower number is because one of the prosecutors has been retired and new is not elected.

=

055-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les procureurs avec une rémunération proportionnellement réduite ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

055-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle situation le travail à temps partiel peut être accordé (réponses multiples possibles) :

[] Garde d'enfants

[] Soins aux personnes âgées

[] A des fins de retraite anticipée

[] Autre raison, veuillez préciser

Commentaires

055-1-3. Si oui, quel est le pourcentage de procureurs travaillant à temps partiel (en relation avec le nombre total de procureurs) ?

	Total (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
Total (1 + 2 + 3) (%)	☐ NA ☐ NAP	☐ NA ☐ NAP	☐ NA ☐ NAP
1. En première instance (%)	☐ NA ☐ NAP	☐ NA ☐ NAP	☐ NA ☐ NAP
2. En deuxième instance (cours d'appel) (%)	☐ NA ☐ NAP	☐ NA ☐ NAP	☐ NA ☐ NAP
3. Au niveau des Cours suprêmes (%)	☐ NA ☐ NAP	☐ NA ☐ NAP	☐ NA ☐ NAP

Commentaires

055-1-4. Quel est le pourcentage de temps de travail d'un procureur exerçant à temps partiel comparé à un procureur exerçant à temps plein ?

() Moins de 50 %

() 50 - 60%

() 60 - 80%

() Plus de 80 %

☐ NA☒ NAP

Commentaires

056. Nombre de chefs des ministères publics.

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3)	23 ☐ NA ☐ NAP	13 ☐ NA ☐ NAP	10 ☐ NA ☐ NAP
1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance	18 ☐ NA ☐ NAP	9 ☐ NA ☐ NAP	9 ☐ NA ☐ NAP
2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance)	4 ☐ NA ☐ NAP	3 ☐ NA ☐ NAP	1 ☐ NA ☐ NAP
3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes	1 ☐ NA ☐ NAP	1 ☐ NA ☐ NAP	0 ☐ NA ☐ NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus : In 4 Basic Prosecutor Offices in 2020 4 heads were

not appointed.

057. D’autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

- () Oui
(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et fonctions :

057-1. Veuillez préciser leur nombre (en équivalent temps plein) :

- [0]
[] NA

059. Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez indiqué à la question 55 ?

- () Oui
() Non
[] NAP

Commentaires

059-1. Les parquets disposent-ils de procureurs spécifiquement formés en matière de violence domestique et violence sexuelle ?

	-
Violence domestique	[X] Oui [] Oui spécifiquement à l’égard des mineurs victimes [] Non [] NA [] NAP
Violence sexuelle	[X] Oui [] Oui spécifiquement à l’égard des mineurs victimes [] Non [] NA [] NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser : Training conducted through Academy for Judges and Prosecutors



=

060. Nombre de personnel (non-procureurs) rattaché au ministère public, si possible au 31 décembre de l'année de référence et sans le nombre de personnels non-juges, v. question 52 (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement pourvus).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public	324 [] NA	90 [] NA	234 [] NA

Commentaires Higher number of employees last year was because of the employees in the Special Public Prosecution office. This category of employees is not working anymore in the public prosecution system.

C2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources :

3.4.Parité hommes/femmes

3.4.1 Dispositions particulières pour faciliter la parité



061-2. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de recrutement :

	Oui, veuillez preciser	Non
des juges	()	(X)
des procureurs	()	(X)
du personnel non-juge	()	(X)
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

[] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires.Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

061-3. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de promotion :

	Oui, veuillez preciser	Non
des juges	()	(X)
des procureurs	()	(X)
du personnel non-juge	()	(X)
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)

des agents d'exécution	()	(X)
------------------------	-----	-------

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, ou bien si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

=

061-3-1. . Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre de la procédure de désignation des :

	Oui / Non
Présidents des tribunaux	() Oui Si « oui », veuillez préciser :[Comment] (X) Non
Chefs des ministères publics	() Oui Si « oui », veuillez préciser :[Comment] (X) Non

Commentaires

3.4.2 Au niveau national

061-5. Votre pays dispose-t-il d'un document général (par exemple une politique/ stratégie/ un plan d'action/ programme) sur la parité hommes/femmes qui s'applique spécifiquement au système judiciaire?

(X) Oui

() Non

Pièces-jointes

 1.doc

 2.doc

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire. Pouvez-vous indiquer les références ou le lien internet pour accéder à ce(s) document(s) , ou nous le/les adresser/ télécharger ? Please the attachments in Q277: "Law on Equal Opportunities for women and men promulgated in 2012" and "Strategy on Gender Equality 2013-2020".

061-6. Existe-il au niveau national une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances) / une institution spécialement chargée des questions d'égalité hommes/femmes dans le système de justice concernant :

	Oui, veuillez preciser	Non
Le recrutement des juges	()	(X)
La promotion des juges	()	(X)
Le recrutement des procureurs	()	(X)
La promotion des procureurs	()	(X)

Le recrutement du personnel non-juge	()	(X)
La promotion du personnel non-juge	()	(X)

Commentaires - Si cela concerne une autre situation que celle du recrutement ou de la promotion, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire :

061-6-1. Veuillez préciser le texte qui met en place cette personne/institution :

(titre, date, nature du texte)

[X] NAP

061-6-2. Veuillez préciser le statut de cette personne/institution :

(par ex. indépendante, rattachée au ministère de la Justice, à un Conseil supérieur de la magistrature ou équivalent ou à un organisme interministériel spécialement dédié à l'égalité hommes/femmes)

[X] NAP

061-6-3. Veuillez préciser si cette personne/institution a une fonction d'information et de consultation ou si ses avis ou décisions ont des conséquences juridiques :

(par ex. bloquer une décision, ouvrir un droit à recours)

[X] NAP

3.4.3 Au niveau des tribunaux/des services du ministère public



061-7. Existe-t-il, au niveau des tribunaux ou des services du ministère public une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/institution spécialement chargée de veiller au respect de l'égalité hommes/femmes concernant l'organisation du travail judiciaire :

	Oui	Non
dans les tribunaux (juges)	()	(X)
dans les services du ministère public (procureurs)	()	(X)
pour le personnel non-juge des tribunaux	()	(X)

Commentaires - Veuillez apporter des détails sur cette personne/institution, notamment ses titres/ses fonctions :

061-8. La féminisation de certaines fonctions - si elle existe dans votre pays – au sein des tribunaux ou des ministère public a-t-elle conduit à des modifications concrètes dans l’organisation du travail dans les domaines suivants :

	Oui	Non
Affectation dans les différents postes	()	(X)
Répartition de la charge de travail	()	(X)
Horaires de travail	()	(X)
Modalités du télé-travail et présence dans les locaux de travail	()	(X)
Remplacement des personnes absentes	()	(X)
Organisation des audiences	()	(X)
Autres	()	(X)

Commentaires -Si « Autres », veuillez préciser. Pouvez-vous également donner des exemples concrets dans les différentes hypothèses évoquées ? Si la situation a changé depuis l’année de référence, merci de le préciser en commentaires.

061-9. Pour améliorer la parité dans l’accès aux différentes professions judiciaires et l’égalité dans la promotion ou dans l’accès aux fonctions de responsabilité, quelles sont, dans votre pays :

les mesures déjà mises en œuvre (veuillez préciser) : Adopted a Law for equal rights between the men and women and a Strategy for gender equality.

les mesures prévues (veuillez préciser) : Amendments on the Law for equal rights between men and women are under preparation. New Strategy for gender equality for the period 2021-2026 is in the final stage of preparation.

Commentaires - Si la situation a changé depuis l’année de référence, merci de le préciser en commentaires There are no changes.

[] NAP

061-10. Existe-t-il des études d’évaluation ou des rapports officiels concernant les principales causes d’éventuelles inégalités en matière de :

- [] Procédures de recrutement, veuillez préciser:
- [] Nomination au poste de président de juridiction, veuillez préciser:
- [] Nomination au poste de chef de ministère public, veuillez préciser:
- [] Procédures de promotion et l'accès aux postes de responsabilité, veuillez préciser:
- [] Autres études, veuillez préciser:
- [] NAP

Commentaire - Veuillez préciser également les documents de référence : There are no such studies

3.5 Utilisation des technologies informatique dans les tribunaux

3.5.1 Politiques générales en matière de technologie informatique dans le système judiciaire

062-1. Principes de base et modèles utilisés dans la définition des politiques et stratégies relatives aux technologies informatiques

	Organisation
Politiques et stratégies informatiques	☐ Définies et coordonnées au niveau national par une institution ☒ Définies et coordonnées au niveau national conjointement par plusieurs institutions ☐ Définies et coordonnées au niveau de l'unité/ partie prenante ☐ Autre
Gouvernance informatique	☐ Gouvernance au niveau national par une institution ☒ Gouvernance au niveau national conjointement par plusieurs institutions ☐ Organisées au niveau de l'unité/partie prenante ☐ Autre

Commentaires

065-1. Dans le cas où il existe une structure nationale qui est en charge de la politique et de la gouvernance stratégique concernant la modernisation du système judiciaire (en s'appuyant, notamment, sur l'informatique) quelle est la composition de cette structure ?

- ☐ personnels administratifs, techniques et scientifiques seulement
- ☒ équipes mixtes comprenant des personnels judiciaires (juges/procureurs/etc.) et des personnels administratifs/techniques/scientifiques
- ☐ autres (préciser en commentaire)

Commentaires - (veuillez préciser si d'autres approches de modernisation ont été mises en œuvre)

065-2. Quel est le modèle d'organisation majoritairement retenu pour mener des projets structurels informatiques dans les tribunaux et la gestion des applications (maintenance, évolution) ?

	Conduite des nouveaux projets	Gestion des applications
Majoritairement par un service informatique avec l'appui de professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Majoritairement par les professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.) en association avec un service informatique interne et/ou un prestataire externe	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non
Autres approches (prestation externe uniquement – préciser en commentaire)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - veuillez apporter des précisions également en cas d' « autres approches » Automated Court Case management System is maintained by the external company.

Key body for IT in the courts is The Council for Coordination and Management of Information and Communication Technology in the Judicial Bodies (Council for ICT). This body is defined in the Law on courts. Namely, The Council for Coordination and Management of Information and Communication Technology in the Judicial Bodies is established as operative-expert body composed by the representatives of judicial bodies. The Council for ICT gives suggestions for determination of the priorities of the policies and coordination of the judicial bodies in the working of the system of information and communication technology. The Ministry of Justice gives administrative support in the work of Council for ICT. The Ministry of Justice uses the statistical data from the data basis from the IT system in the judiciary. The Minister of Justice shall, by means of a by-law, determine the composition and manner of functioning of the Council for ICT. The Council for ICT is composed of judges, professors and IT staff.

Second body is Working Body for standardization of procedures related the use of the automated system in the courts, defined in the Law on the management of case flow in courts. According to the mentioned Law, the automated management of court cases in the courts shall represent the undertaking of actions on the part of the president of the court, the court administrator, the judges and the court officials, from the day of receipt of the written submissions in the court to the day of effective completion and archiving of cases. The automated court case management information system shall be mandatorily used in the management of court cases flow and it shall not allow further movement of the case without completely entered data in accordance with the instructions and conclusions of the Working Body for standardization of procedures related to the use of automated system in the courts.

The Working Body for standardization of procedures related the use of the automated system in the courts shall adopt an act to unify as follows:

- the terminology used in the automated system,
- the established file codes at central level,
- the electronic templates, confirmations, memoranda, decisions and other documents,
- the methodology for entry of data,
- the protocols for case flow,
- the types of data,
- the reports on various users, and
- other matters required in order to unify procedures related the use of the automated system.

The courts shall be obligated to act upon the conclusions of the Working Body for standardization of procedures related the use of the automated system in the courts within the period of time set forth in the conclusions.

065-4. Avez-vous mesuré l'impact résultant de la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des composantes de votre nouveau système d'information ?

- () Oui
(X) Non

065-4-1. Si oui, avez-vous mesuré l'impact sur (multiples réponses possibles) :

- ☐ les processus opérationnels
- ☐ la charge de travail
- ☐ les ressources humaines
- ☐ les coûts
- ☐ autres, veuillez préciser

Commentaires (veuillez donner des exemples d'impact)

3.5.2 Sécurité du système d'information des tribunaux et protection des données à caractère personnel

065-5. Existe-t-il des audits indépendants ou autres mécanismes qui contribuent à la politique globale de sécurité concernant le système d'information judiciaire ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Commentaires (précisez notamment si des cadres nationaux de sécurité informatique existent)

065-6. Une législation assure-t-elle la protection des données à caractère personnel traitées par les tribunaux ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser notamment : l'existence d'autorités spécifiquement en charge de la protection des données à caractère personnel ; l'étendue des droits conférés aux citoyens dans le cadre spécifique des logiciels utilisés par les tribunaux ; l'existence de contrôles ou de limitations par la loi en ce qui concerne le partage des bases de données traitées par les tribunaux avec d'autres administrations (police, etc.) The Law on Data Protection

3.5.3 Bases de données centralisées d'aide à la décision

062-4. Existe-t-il une base de données nationale centralisée des décisions de justice (jurisprudence, etc.) ?

- ☒ Oui
- ☐ No

Commentaires

062-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Pour les décisions de 1ère instance	Pour les décisions de 2ème instance	Pour les décisions de 3ème instance	Lien vers la jurisprudence CEDH	Données anonymisées	Base de données de jurisprudence disponible gratuitement en ligne	Ouverture de la base de données de jurisprudence en open data

Civile et/ou commerciale	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Pénale	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Administrative	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser :

062-6. Existe-t-il un fichier national informatisé centralisant les condamnations pénales?

(X) Oui

() Non

Commentaires

062-6-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

[] Mise en relation avec d'autres fichiers européens de même nature

[] Contenu directement consultable par voie informatique par les juges et/ou les procureurs

[] Contenu directement consultable à d'autres fins que pénales (matières civiles, administratives)

Commentaires - Veuillez préciser quelle est l'autorité délivrant l'accès

3.5.4 Outils d'assistance à la rédaction

062-7. Existe-t-il des outils d'aide à la rédaction dont le contenu est coordonné au niveau national ? (modèles ou bibliothèques de trames, paragraphes pré-rédigés, etc.)

(X) Oui

() Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

062-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Taux de disponibilité

Civile et/ou commerciale	(X) 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière) () 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux) () 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux) () 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test) () 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière) [] NA
Pénale	(X) 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière) () 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux) () 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux) () 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test) () 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière) [] NA
Administrative	(X) 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière) () 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux) () 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux) () 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test) () 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière) [] NA

062-8. Existe-t-il des outils de dictée vocale ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

062-8-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

	Disponibilité d'outils de dictée simples	Disponibilité d'outils d'enregistrement multiples	Fonction de reconnaissance vocale
Civile et/ou commerciale	() dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux (X) dans certains tribunaux / certaines phases pilotes () non disponible pour cette matière [] NA	() dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux (X) dans certains tribunaux / certaines phases pilotes () non disponible pour cette matière [] NA	() Oui () Essai pilote (X) Non [] NA
Pénale	() dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux (X) dans certains tribunaux / certaines phases pilotes () non disponible pour cette matière [] NA	() dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux (X) dans certains tribunaux / certaines phases pilotes () non disponible pour cette matière [] NA	() Oui () Essai pilote (X) Non [] NA
Administrative	() dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux () dans certains tribunaux / certaines phases pilotes (X) non disponible pour cette matière [] NA	() dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux () dans certains tribunaux / certaines phases pilotes (X) non disponible pour cette matière [] NA	() Oui () Essai pilote (X) Non [] NA

062-9. Existe-t-il un site intranet au sein du système judiciaire pour la diffusion d'information/actualités ?

Taux de disponibilité :

- () 100% - accessible à tous dans le système judiciaire
- () 50-99% - accessible à la plupart des juges/procureurs dans toutes les instances
- () 10-49% - dans certains tribunaux seulement
- () 1-9% - dans un seul tribunal
- (X) 0% (NAP) - Pas d'accès

[] NA

Commentaires

3.5.5 Technologies utilisées pour l'administration des tribunaux et la gestion des affaires

063-1. Existe-t-il un système de gestion informatisée des procédures judiciaires (CMS) ? (logiciel utilisé pour l'enregistrement des procédures judiciaires et leur gestion)

(X) Oui

() Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

063-1-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	État d'avancement d'une affaire en ligne	Base de données centralisée ou interopérable	Dispositifs intégrés d'alertes préventives (pour une gestion dynamique des affaires)	Degré d'intégration/co nnexion d'un CMS avec un outil statistique
Civile et/ou commerciale	☒ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☐ NA	☐ Accessible aux parties ☒ Publication de la décision en ligne ☐ Les deux ☐ Non accessible ☐ NA ☐ NAP	☒ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP	☒ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP	☐ Entièrement intégré, y compris BI ☐ Intégré ☐ Non intégré mais connecté ☒ Pas du tout connecté ☐ NA ☐ NAP
Pénale	☒ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☐ NA	☐ Accessible aux parties ☒ Publication de la décision en ligne ☐ Les deux ☐ Non accessible ☐ NA ☐ NAP	☒ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP	☒ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP	☐ Entièrement intégré, y compris BI ☐ Intégré ☐ Non intégré mais connecté ☒ Pas du tout connecté ☐ NA ☐ NAP

Administrative	☒ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☐ NA	☐ Accessible aux parties ☒ Publication de la décision en ligne ☐ Les deux ☐ Non accessible ☐ NA ☐ NAP	☒ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP	☒ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP	☐ Entièrement intégré, y compris BI ☐ Intégré ☐ Non intégré mais connecté ☒ Pas du tout connecté ☐ NA ☐ NAP
-----------------------	---	---	--	--	---

Commentaires - Si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser :

063-2. Registres informatisés gérés par des tribunaux

	Taux de déploiement	Données consolidées au niveau national	Service disponible en ligne	Module statistique intégré ou connecté
Registre foncier	☐ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☒ 0% (NAP) ☐ NA	☐ Oui ☒ Non ☐ NA ☐ NAP	☐ Oui ☒ Non ☐ NA ☐ NAP	☐ Oui ☒ Non ☐ NA ☐ NAP
Registre du commerce	☐ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☒ 0% (NAP) ☐ NA	☐ Oui ☒ Non ☐ NA ☐ NAP	☐ Oui ☒ Non ☐ NA ☐ NAP	☐ Oui ☒ Non ☐ NA ☐ NAP

Commentaires – Si d'autres registres sont concernés, veuillez préciser :

Pilotage budgétaire et financier

063-6. Systèmes informatisés de gestion budgétaire et financière des tribunaux

	Taux de déploiement de l'outil	Données consolidées au niveau national	Système communiquant avec d'autres ministères (des finances notamment)
Gestion budgétaire et financière des tribunaux	☒ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☐ NA	☒ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP	☐ Oui ☒ Non ☐ NA ☐ NAP
Gestion des frais de justice	☒ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☐ NA	☒ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP	☐ Oui ☒ Non ☐ NA ☐ NAP

Autres (préciser en commentaires)	() 100%	() Oui	() Oui
	() 50-99%	() Non	() Non
	() 10-49%	[] NA	[] NA
	() 1-9%	[X] NAP	[X] NAP
	(X) 0% (NAP)		
	[] NA		

Commentaires

Autres outils d'administration des tribunaux

063-7. Outils de mesure de la charge de travail des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur (Outil permettant de quantifier l'activité des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur – par exemple le nombre de dossiers traités)

(X) Oui

() Non

Commentaires

063-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement des outils	Données utilisées pour un pilotage au niveau national	Données utilisées pour un pilotage au niveau local	Outil intégré dans le CMS
Pour les juges	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP
Pour les procureurs	() 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% (X) 0% (NAP) [] NA	() Oui (X) Non [] NA [] NAP	() Oui (X) Non [] NA [] NAP	() Oui (X) Non [] NA [] NAP
Pour le personnel non-juge/ non-procureur	() 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% (X) 0% (NAP) [] NA	() Oui (X) Non [] NA [] NAP	() Oui (X) Non [] NA [] NAP	() Oui (X) Non [] NA [] NAP

3.5.6 Technologies utilisées pour la communication entre les tribunaux, les professionnels et/ou les justiciables

064-2. Existe-t-il une possibilité de saisir des tribunaux par voie électronique ? (possibilité d'introduire une affaire par voie électronique, par exemple un courrier électronique ou un formulaire sur un site internet)

(X) Oui

() Non

Commentaires

064-2-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité	Saisine papier obligatoire en parallèle	Cadre législatif spécifique autorisant la saisine	Outil intégré/connecté dans le CMS
Civile et/ou commerciale	() 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% (X) 0% (NAP) [] NA	() Oui (X) Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	() Oui (X) Non [] NA [] NAP
Pénale	() 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% (X) 0% (NAP) [] NA	() Oui (X) Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	() Oui (X) Non [] NA [] NAP
Administrative	() 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% (X) 0% (NAP) [] NA	() Oui (X) Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	() Oui (X) Non [] NA [] NAP

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser There is legal framework for submitting a case to courts by electronic means, but there are not technical conditions for implementation of these provisions.

064-3. Est-il possible de solliciter l'aide judiciaire par voie électronique ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

064-3-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Solliciter l'aide judiciaire par voie électronique
Taux de disponibilité	() 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA
Formalisation de la demande par voie papier obligatoire en parallèle	() Oui () Non [] NA [] NAP

Cadre législatif spécifique encadrant les demandes d'attribution d'aide judiciaire par voie électronique	☐ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP
L'octroi de l'aide judiciaire est également électronique	☐ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP
Information disponible dans le CMS	☐ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP

064-4. Est-il possible de transmettre des convocations à un rendez-vous judiciaire ou à une audience par voie électronique ? (un rendez-vous judiciaire désigne des phases préalables à une audience judiciaire, notamment en vue de médiation ou de conciliation)

☒ Oui

☐ Non

Commentaires

064-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Convocations générées par le CMS	Convocation papier obligatoire en parallèle	Consentement de l'utilisateur pour être avisé par voie électronique	Modalités (si autres préciser en commentaires)	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	☒	☐	☒	☐ SMS ☒ Courrier électronique ☐ Application informatique spécifique ☐ Autres	☒
Pénale	☒	☐	☒	☐ SMS ☒ Courrier électronique ☐ Application informatique spécifique ☐ Autres	☒
Administrative	☒	☐	☒	☐ SMS ☒ Courrier électronique ☐ Application informatique spécifique ☐ Autres	☒



Utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité des communications entre les tribunaux et les professionnels

064-6. Existe-t-il des possibilités de communication électronique entre les tribunaux et les avocats et/ou les parties ? (envoi de fichiers électroniques et de données concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

	Taux de déploiement de l'outil	Phases du procès concernées	Modalités (si différentes selon les phases du procès ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique	Disponibilité pour
Civile et/ou commerciale	☐ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☒ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☐ NA	☒ Saisine d'une juridiction ☐ Phases préparatoires à l'audience ☒ Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois ☒ Transmission des décisions des tribunaux	☒ Courrier électronique ☐ Application informatique spécifique ☐ Autres	☒ Oui	☒ Avocats ☒ Parties non représentées par un avocat
Pénale	☐ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☒ 0% (NAP) ☐ NA	☐ Saisine d'une juridiction ☐ Phases préparatoires à l'audience ☐ Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois ☐ Transmission des décisions des tribunaux	☐ Courrier électronique ☐ Application informatique spécifique ☐ Autres	☐ Oui	☐ Avocats ☐ Parties non représentées par un avocat

Administrative	☐ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☒ 0% (NAP) ☐ NA	☐ Saisine d'une juridiction ☐ Phases préparatoires à l'audience ☐ Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois ☐ Transmission des décisions des tribunaux	☐ Courrier électronique ☐ Application informatique spécifique ☐ Autres	☐ Oui	☐ Avocats ☐ Parties non représentées par un avocat
-----------------------	--	--	---	------------------------------	---

Commentaires

064-7. Modalités de communication électronique utilisées par des professionnels autres que les avocats (envoi de données électroniques concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

	Taux de déploiement de l'outil	Modalités (si différentes selon les actes ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Agents chargés de l'exécution des décisions de justice (tels que définis dans les Q169 et suivantes)	☐ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☒ 0% (NAP) ☐ NA	☐ Courrier électronique ☐ Application informatique spécifique ☐ Autres	☐ Oui
Notaires (tels que définis dans les Q192 et suivantes)	☐ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☒ 0% (NAP) ☐ NA	☐ Courrier électronique ☐ Application informatique spécifique ☐ Autres	☐ Oui
Experts (tels que définis dans les Q202 et suivantes)	☐ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☒ 0% (NAP) ☐ NA	☐ Courrier électronique ☐ Application informatique spécifique ☐ Autres	☐ Oui
Services de police judiciaire	☐ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☒ 0% (NAP) ☐ NA	☐ Courrier électronique ☐ Application informatique spécifique ☐ Autres	☐ Oui

Commentaires

064-9. Existe-t-il des systèmes de traitement en ligne de contentieux spécialisés (contentieux relatif aux petites créances, créances non contestées, phases préparatoires à la résolution d'un conflit familial, etc - veuillez préciser en commentaire) ?

() Oui

(X) Non

Commentaire : Veuillez décrire le système existant.

Utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité des communications entre les tribunaux et les professionnels

064-10. Vidéoconférence entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers (concerne l'utilisation de dispositifs audiovisuels dans le cadre de procédures judiciaires tels que pour l'audition des parties, etc.).

(X) Oui

() Non

Commentaires

064-10-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes et de décrire en commentaires de cette rubrique les cas d'usage concrets de la vidéoconférence et les bénéfices attendus (par exemple, utilisation de ce dispositif afin de réduire le nombre de transferts de détenus vers le tribunal) :

	Taux de déploiement	Phase de procédure	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	☐ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☒ 0% (NAP) ☐ NA	☐ Préalable à l'audience ☐ Durant l'audience ☐ Postérieurement à l'audience	☐ Oui ☐ Non
Pénale	☐ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☒ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☐ NA	☒ Préalable à l'audience ☒ Durant l'audience ☐ Postérieurement à l'audience	☒ Oui ☐ Non
Administrative	☐ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☒ 0% (NAP) ☐ NA	☐ Préalable à l'audience ☐ Durant l'audience ☐ Postérieurement à l'audience	☐ Oui ☒ Non

Commentaires

064-11. Enregistrement d'auditions ou de débats (enregistrement sonore ou audiovisuel en phase

d'instruction et/ou de jugement)

(X) Oui

() Non

Commentaires

064-11-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	Type d'enregistrement	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	☐ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☒ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☐ NA	☒ Sonore ☐ Vidéo ☐ Les deux ☐ NA ☐ NAP	☒ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP
Pénale	☐ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☒ 0% (NAP) ☐ NA	☐ Sonore ☐ Vidéo ☐ Les deux ☐ NA ☒ NAP	☒ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP
Administrative	☐ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☒ 0% (NAP) ☐ NA	☐ Sonore ☐ Vidéo ☐ Les deux ☐ NA ☒ NAP	☐ Oui ☒ Non ☐ NA ☐ NAP

064-12. La preuve électronique est-elle admissible ?

	Admissibilité de la preuve électronique	Cadre législatif
Civile et/ou commerciale	☒ Oui ☐ Non	☒ De droit commun seulement ☐ De droit commun et spécialisé ☐ De droit spécialisé seulement ☐ NAP
Pénale	☒ Oui ☐ Non	☒ De droit commun seulement ☐ De droit commun et spécialisé ☐ De droit spécialisé seulement ☐ NAP

Administrative	(X) Oui () Non	(X) De droit commun seulement () De droit commun et spécialisé () De droit spécialisé seulement [] NAP
-----------------------	----------------------	---

Commentaires - Autres dispositifs de communication électronique entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers

3.6.Performance et évaluation

3.6.1 Politiques nationales déclinées dans les tribunaux / les services du ministère public

066. Existe-t-il des normes de qualité définies pour le système judiciaire au niveau national (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

067. Existe-t-il des personnels spécialisés responsables de la mise en œuvre de ces normes de qualité élaborées au niveau national?

	Oui / Non
dans les tribunaux	(X) Oui () Non
dans les services du ministère public	() Oui (X) Non

Commentaires

3.6.2 Objectifs de performance et de qualité au niveau des tribunaux / des services du ministère public

077. Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

078. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les tribunaux :

[] nombre de nouvelles affaires

[X] durée des procédures (délais)

[X] nombre d'affaires terminées

- ☒ nombre d'affaires pendantes
- ☒ stocks d'affaires
- ☐ productivité des juges et des personnels des tribunaux
- ☐ satisfaction du personnel des tribunaux
- ☐ satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- ☐ coûts des procédures judiciaires
- ☐ nombre de recours
- ☐ taux de recours
- ☒ clearance rate
- ☒ disposition time
- ☐ autre (veuillez préciser) :

Commentaires

077-1. Concernant l'activité des services du ministère public, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Commentaires

078-1. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les services du ministère public:

- ☐ nombre de nouvelles affaires
- ☒ durée des procédures (délais)
- ☒ nombre d'affaires terminées
- ☒ nombre d'affaires pendantes
- ☐ stocks d'affaires
- ☒ productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- ☒ satisfaction du personnel des services du ministère public
- ☒ satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les ministères publics)
- ☐ coûts des procédures judiciaires
- ☐ clearance rate
- ☐ disposition time
- ☒ pourcentage de condamnations et d'acquittements
- ☐ autre (veuillez préciser) :

Commentaires In February 2020, First national report for performance monitoring of the Public Prosecutor's of the Republic of North Macedonia was published. This report was prepared according to the Methodology for performance monitoring of the Public Prosecutor's of the Republic of North Macedonia. Matrix is composed by 71 indicators grouped in five areas: efficiency (14 indicators), quality (19 indicators), independence (17 indicators), accountability (7 indicators) and transparency (14 indicators).

073. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des tribunaux basé

principalement sur les indicateurs définis?

(X) Oui

() Non

Commentaires

073-0. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence:

(X) Annuelle

() Moins fréquente

() Plus fréquente

Commentaires - Si « Moins fréquente » ou « Plus fréquente », veuillez préciser :

073-1. Cette évaluation de l'activité du tribunal est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein de ce tribunal ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

073-2. Si oui, quelles mesures sont prises?

[] Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance

[] Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)

[] Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité

[] Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073-3. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des services du ministère public basé principalement sur les indicateurs définis?

(X) Oui

() Non

Commentaires

073-4. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

(X) Annuelle

() Moins fréquente

() Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser :

073-5. Cette évaluation de l'activité des services du ministère public est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein des services du ministère public ?

() Oui

(X) Non

073-6. Si oui, quelles mesures sont prises?

- ☐ Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- ☐ Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- ☐ Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
- ☐ Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

=

079. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (réponses multiples possible) ?

- ☒ Conseil Supérieur de la Magistrature
- ☐ Ministère de la Justice
- ☐ Organe d'inspection
- ☒ Cour Suprême
- ☐ Organe d'audit externe
- ☐ Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

079-1. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des services du ministère public (réponses multiples possible) ?

- ☒ Conseil supérieur des procureurs
- ☐ Ministère de la Justice
- ☒ Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- ☒ Procureur général /Procureur de la République
- ☐ Organe d'audit externe
- ☐ Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

3.6.3 Mesure de l'activité des tribunaux / des services du ministère public

070. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des tribunaux (performance et qualité) :

- ☒ nombre de nouvelles affaires
- ☒ durée des procédures (délais)
- ☒ nombre d'affaires terminées
- ☒ nombre d'affaires pendantes
- ☒ stocks d'affaires
- ☐ productivité des juges et des personnels des tribunaux
- ☐ satisfaction du personnel des tribunaux

- ☐ satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- ☐ coûts des procédures judiciaires
- ☒ nombre de recours
- ☐ taux de recours
- ☒ clearance rate
- ☒ disposition time
- ☐ autre (veuillez préciser) :

Commentaires

070-1. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des services du ministère public (performance et qualité) :

- ☒ nombre de nouvelles affaires
- ☒ durée des procédures (délais)
- ☒ nombre d'affaires terminées
- ☒ nombre d'affaires pendantes
- ☒ stocks d'affaires
- ☒ productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- ☐ satisfaction du personnel des services du ministère public
- ☐ satisfaction des usagers (au regard des services rendus par le ministère public)
- ☐ coûts des procédures judiciaires
- ☐ clearance rate
- ☐ disposition time
- ☐ pourcentage de condamnations et d'acquittements
- ☐ autre (veuillez préciser) :

Commentaires

071. Existe-t-il un mécanisme permettant de suivre le nombre d'affaires pendantes et les affaires qui ne sont pas traitées dans un délai raisonnable (arriéré):

- ☒ en matière civile
- ☒ en matière pénale
- ☒ en matière administrative

Commentaires

072. Existe-t-il un mécanisme permettant de surveiller les temps morts durant les procédures judiciaires ?

	Oui (Si oui, veuillez préciser)	Non
dans les tribunaux	(X)	()

dans les services du ministère public	(X)	()
---------------------------------------	-------	-----

Commentaires

3.6.4 Information sur l'activité des tribunaux / des services du ministère public

080. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux ?

(X) Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :

() Non

Commentaires

080-1. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque tribunal sont-elles publiées ?

(X) Oui, sur internet

() Non, seulement en interne (sur un site intranet)

() Non

Commentaires

=

080-2. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des services du ministère public?

(X) Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :

() Non

Commentaires

080-3. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque service du ministère public sont-elles publiées ?

(X) Oui, sur internet

() Non, seulement en interne (sur un site intranet)

() Non

Commentaires

=

081. Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple le nombre d'affaires terminées, d'affaires pendantes, le nombre de juges et de personnels administratifs, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

081-1. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

☒ Internet

☐ Intranet

☐ Diffusion papier

Commentaires

081-2. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

☒ Annuelle

☐ Moins fréquente

☐ Plus fréquente

Commentaires

=

081-3. Les services du ministère public doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple des données sur le nombre d'affaires entrantes, le nombre de décisions, le nombre de procureurs et de personnel administratif, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

081-4. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

☒ Internet

☐ Intranet

☐ Diffusion papier

Commentaires

081-5. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

☒ Annuelle

☐ Moins fréquente

☐ Plus fréquente

Commentaires

3.6.5 Administration des tribunaux

082. Existe-t-il une structure ou des processus de concertation entre le ministère public et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes, choix des modes simplifiés de poursuites....) ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

082-1. Existe-t-il en général une structure ou des processus de concertation entre les avocats et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions en matière non pénale (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes).

☒ (X) Oui

☐ () Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

3.6.6 Performance et évaluation des juges et des procureurs

083. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque juge (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

☒ (X) Oui

☐ () Non

Commentaires

083-1. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque juge :

☐ [] Pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)

☐ [] Pouvoir législatif

☒ [X] Pouvoir judiciaire (par exemple le Conseil supérieur de la magistrature, la Cour suprême)

☐ [] Président de la juridiction

☐ [] Autre (veuillez préciser) :

☐ [] NAP

Commentaires

114. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du juge ?

☒ (X) Oui

☐ () Non

Commentaires Judges are evaluated by the Judicial Council within a period of 4 years (regular evaluation). Beside the mentioned procedure, there is an extraordinary evaluation. Extraordinary assessment of the work of the judge and president of the court is being made in case the judge applies for election to another court, to a higher instance court, election of a president of a court or member of the Council. Procedure for evaluation of judges is defined in the Law on Judicial Council.

114-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

☐ () Annuelle

☒ (X) Moins fréquente

☐ () Plus fréquente

=

083-2. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque procureur (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

083-3. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque procureur :

[] Pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la Justice)

[] Procureur général /Procureur de la République

[] Conseil supérieur des procureurs

[] Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

[] Autre (veuillez préciser) :

[] NAP

Commentaires

120. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du procureur ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

120-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

() Annuelle

(X) Moins fréquente

() Plus fréquente

Commentaires Article 36

The regular evaluation of the performance of the public prosecutors shall be carried out for a period of four reporting years, until the end of June of the current year, for the work of the public prosecutor in the previous four years.

If the public prosecutor has been absent for more than 2/3 of the time for which they are to be assessed, they shall not be assessed for that period. The evaluation period shall start from the beginning after the public prosecutor's return to work.

The extraordinary evaluation of the performance of the public prosecutor shall be carried out in case when the public prosecutor is running for a higher public prosecutor's office, for a public prosecutor of a public prosecutor's office, for a public prosecutor in the Basic Public Prosecutor's Office for Prosecution of Organized Crime and Corruption or for a member of the Council of Public Prosecutors of the Republic of North Macedonia.

If the public prosecutor is running for a higher public prosecutor's office or for a public prosecutor of a public prosecutor's office, in the current year for the previous year for which they have already been evaluated by regular evaluation, then their extraordinary evaluation shall not be carried out.

The evaluation score of the performance of public prosecutors in the Public Prosecutor's Office of the Republic of North Macedonia, the higher public prosecutors of the higher public prosecutor's offices and the basic public prosecutor of the Basic Public Prosecutor's Office for Prosecution of Organized Crime and Corruption shall be provided by the Chief Public Prosecutor of the Republic of North Macedonia. The evaluation score of the performance of public prosecutors in the higher public prosecutor's offices and of the basic public prosecutors of the basic public prosecutor's offices shall be provided by the higher public prosecutor of that prosecutor's office.

The evaluation score of the performance of public prosecutors in the Basic Public Prosecutor's Office for Prosecution of Organized Crime and Corruption shall be provided by the basic public prosecutor of that prosecutor's office.

The evaluation score of the performance of the public prosecutors in the basic public prosecutor's offices shall be provided by the higher public prosecutor upon previously obtained opinion of the basic public prosecutor of that prosecutor's office.

The evaluation of the performance of the public prosecutor may be positive or negative.

C4. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources :

4.Procès équitable

4.1.Principes

4.1.1Principes du procès équitable

084. Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans lesquelles le suspect n'est ni présent ni représenté par un avocat durant l'audience) ?

[9]

[] NA

[] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la méthode de calcul utilisée : Only cases where prosecuted person is not available for state organs (escape from the country).

085. Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Veuillez brièvement préciser:

085-1. i oui, quel est le ratio entre le nombre total de procédures de récusation initiées et le nombre de récusations qui ont été prononcées (au cours de l'année de référence) ?

[96]

[] NA

Commentaires In 2020 there were 2363 requests for exemption of judges while in the same year there were 2277 decisions for exemptions of judges.

086. Existe-t-il dans votre pays un système de suivi des violations relatives à l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme ?

[X] Pour les procédures civiles (non-exécution)

[X] Pour les procédures civiles (durée)

[X] Pour les procédures pénales (durée)

[] NAP

Commentaires - Veuillez préciser quelles sont les modalités de ce dispositif de suivi (information sur les violations constatées par la Cour européenne des droits de l'homme au niveau de l'Etat / au niveau des tribunaux ; mise en place de dispositifs internes pour prévenir d'autres violations (similaires) et s'il permet de mesurer une évolution des violations constatées) :

086-1. Existe-t-il dans votre pays une possibilité de réexamen de l'affaire après un constat de violation de la Convention européenne des droits de l'homme par la Cour Européenne des droits de l'homme ?

☒ (X) Oui

☐ () Non

☐ [] NAP

Commentaires There are such kind of provisions in procedural laws (Law on Criminal Procedure, Law on Civil Procedure and the Law on Administrative Disputes).

D1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Courts and Ministry of Justice

4.2.Durée des procédures

4.2.1Informations générales



087. Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

☒ [X] en matière civile

☒ [X] en matière pénale

☒ [X] en matière administrative

☐ [] Il n'y a pas de procédure spécifique pour les affaires urgentes

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

088. Existe-t-il des procédures simplifiées :

☒ [X] en matière civile (petits litiges)

☒ [X] en matière pénale (infractions mineures)

☒ [X] en matière administrative

☐ [] Il n'y a pas de procédure simplifiée

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

088-1. Pour ces procédures simplifiées, les juges peuvent-ils rendre des jugements oralement, accompagnés du dispositif écrit, et sans la motivation complète du jugement ?

☐ [] affaires civiles

☐ [] affaires pénales

☐ [] affaires administratives

089. Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour soumettre leurs conclusions et des dates d'audience) ?

(X) Oui

() Non

4.2.2 Gestion des flux d'affaires – première instance

091. Tribunaux de 1ère instance : nombre total d'affaires "autres que pénales"

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	28 718 [] NA [] NAP	78 630 [] NA [] NAP	75 840 [] NA [] NAP	31 508 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	21 188 [] NA [] NAP	34 272 [] NA [] NAP	30 702 [] NA [] NAP	24 758 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	2 167 [] NA [] NAP	37 525 [] NA [] NAP	37 774 [] NA [] NAP	1 918 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	2 163 [] NA [] NAP	37 491 [] NA [] NAP	37 740 [] NA [] NAP	1 914 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	4 [] NA [] NAP	34 [] NA [] NAP	34 [] NA [] NAP	4 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	☐ NA ☒ NAP	☐ NA ☒ NAP	☐ NA ☒ NAP	☐ NA ☒ NAP	☐ NA ☒ NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	☐ NA ☒ NAP	☐ NA ☒ NAP	☐ NA ☒ NAP	☐ NA ☒ NAP	☐ NA ☒ NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	4 ☐ NA ☐ NAP	34 ☐ NA ☐ NAP	34 ☐ NA ☐ NAP	4 ☐ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	☐ NA ☒ NAP	☐ NA ☒ NAP	☐ NA ☒ NAP	☐ NA ☒ NAP	☐ NA ☒ NAP
3. Affaires administratives	4 707 ☐ NA ☐ NAP	6 009 ☐ NA ☐ NAP	6 597 ☐ NA ☐ NAP	4 119 ☐ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP
4. Autres affaires	656 ☐ NA ☐ NAP	824 ☐ NA ☐ NAP	767 ☐ NA ☐ NAP	713 ☐ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP

Commentaires In "2.2.3. Other registry cases" there are included cases for registrations of political parties.

092. Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez indiquer les catégories incluses :

. In "non-litigious cases" are included: non-disputable cases and division of property.

093. Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :

. In other cases are included bankruptcy and liquidation cases.

094. Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	32 372 ☐ NA ☐ NAP	57 763 ☐ NA ☐ NAP	56 642 ☐ NA ☐ NAP	33 493 ☐ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP
1. Infractions graves	4 374 ☐ NA ☐ NAP	14 225 ☐ NA ☐ NAP	12 424 ☐ NA ☐ NAP	6 175 ☐ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP

2. Infractions mineures	27 998 [] NA [] NAP	43 538 [] NA [] NAP	44 218 [] NA [] NAP	27 318 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Autres affaires pénales	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser : In the numbers on this question are not included cases connected with enforcement of criminal (and misdemeanor) cases.

4.2.3 Gestion des flux d'affaires – seconde instance

097. Tribunaux de 2ème instance (appel) : Nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	8 489 [] NA [] NAP	15 245 [] NA [] NAP	17 610 [] NA [] NAP	6 124 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	6 948 [] NA [] NAP	12 764 [] NA [] NAP	14 652 [] NA [] NAP	5 060 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Affaires administratives	1 541 [] NA [] NAP	2 481 [] NA [] NAP	2 958 [] NA [] NAP	1 064 [] NA [] NAP	[] NA [X] NA [] NAP
4. Autres affaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser.

098. Tribunaux de 2ème instance (appel) : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	2 846 [] NA [] NAP	5 531 [] NA [] NAP	5 761 [] NA [] NAP	2 616 [] NA [] NAP	[] NA [X] NA [] NAP
1. Infractions graves	578 [] NA [] NAP	2 333 [] NA [] NAP	2 170 [] NA [] NAP	741 [] NA [] NAP	[] NA [X] NA [] NAP
2. Infractions mineures	2 268 [] NA [] NAP	3 198 [] NA [] NAP	3 591 [] NA [] NAP	1 875 [] NA [] NAP	[] NA [X] NA [] NAP
3. Autres affaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NA [] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser.

4.2.4 Gestion des flux d'affaires – Cour suprême

099. Cour suprême : nombre d'affaires « autres que pénales »



	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	1 101 [] NA [] NAP	1 342 [] NA [] NAP	1 637 [] NA [] NAP	806 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	918 [] NA [] NAP	955 [] NA [] NAP	1 233 [] NA [] NAP	640 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Affaires administratives	6 [] NA [] NAP	16 [] NA [] NAP	12 [] NA [] NAP	10 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

4. Autres affaires	177 [] NA [] NAP	371 [] NA [] NAP	392 [] NA [] NAP	156 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
---------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------	---------------------

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. Other cases - trial in reasonable time

099-1. Existe-t-il une procédure d'irrecevabilité manifeste au niveau de la Cour suprême?

() Oui, veuillez indiquer le nombre d'affaires classées par cette procédure

(X) Non

Commentaires

100. Cour suprême: nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	154 [] NA [] NAP	912 [] NA [] NAP	929 [] NA [] NAP	137 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Infractions graves	154 [] NA [] NAP	912 [] NA [] NAP	929 [] NA [] NAP	137 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Infractions mineures	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
3. Autres affaires pénales	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser :

Decrease of pending cases on 1 Jan. ref. year due to increased efficiency in previous year.

Increase of incoming cases, resolved cases and decrease of pending cases: result of new appointed judges.

Supreme Court deals with misdemeanor cases only upon the request for protection of legality and requests for repetition of the criminal procedure. However, the number of this kind of cases is negligible.

4.2.5 Gestion des flux d'affaires et durées – affaires spécifiques



101. Nombre d'affaires contentieuses spécifiques reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans
Divorce contentieux	1 359 [] NA [] NAP	3 582 [] NA [] NAP	3 279 [] NA [] NAP	1 647 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Licenciement	6 471 [] NA [] NAP	9 330 [] NA [] NAP	7 387 [] NA [] NAP	8 438 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Faillite	648 [] NA [] NAP	823 [] NA [] NAP	764 [] NA [] NAP	691 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Vol avec violence	862 [] NA [] NAP	1 643 [] NA [] NAP	1 443 [] NA [] NAP	1 069 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Homicide volontaire	40 [] NA [] NAP	51 [] NA [] NAP	60 [] NA [] NAP	31 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires The reason for difference from previous cycle is due to the fact that during state of emergency for Corona crisis, courts were dealing mainly with urgent cases. In criminal cases that were the cases where convicted person was detained, cases on certain criminal offences connected to health situation etc. One of the adopted regulations is the Regulation with legal force for the deadlines in the court proceedings during the state of emergency and the actions of the courts and public prosecutor's offices ("Official Gazette of RNM no. 84/20") and the Regulation with legal force for amending the regulation with legal force for the deadlines in court proceedings during the state of emergency and the actions of the courts and public prosecutor's offices ("Official Gazette of RNM no. 89/20"). The Regulation refers to the legal deadlines in the proceedings before the public prosecutor's offices and the courts.

Pursuant to the cited regulation, the legal and preclusive deadlines for filing a lawsuit in litigation, for a private lawsuit in criminal procedure, proposal for criminal prosecution, proposal for initiating a non-litigation procedure, submission of a request for forced enforcement, procedure for securing claims, lawsuit for initiating administrative dispute, initiation of another court procedure, cease to function at the moment of entry into force of this Regulation until the termination of the state of emergency.



=

101-0. Nombre de procédures/ affaires relatives aux demandeurs d'asile et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans
Procédures non-juridictionnelles relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	[X] NA [] NAP	211 [] NA [] NAP	193 [] NA [] NAP	18 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Procédures non-juridictionnelles relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	[X] NA [] NAP	8 433 [] NA [] NAP	9 721 [] NA [] NAP	578 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Affaires relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	[X] NA [] NAP	64 [] NA [] NAP	62 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Affaires relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	[X] NA [] NAP	14 [] NA [] NAP	4 [] NA [] NAP	10 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires

101-1. Pouvez-vous décrire succinctement le dispositif de votre pays traitant des recours relatifs aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951) et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers :

. This matter is regulated in the Law on Administrative disputes and the Law on international and temporary protection. The procedure for recognizing the right of asylum in first instance (administrative procedure - regular or urgent) is conducted by the Sector for asylum in the Ministry for Interior. Upon the decision of the Sector for asylum, the asylum seeker has a right to initiate administrative dispute to the Administrative Court according to the Law on administrative disputes. On the judgement of Administrative Court asylum seeker has a right for appeal to the High Administrative Court. The initiation of administrative dispute delay the execution of the decision.

The asylum seeker (article 61), as well as the the persons with acknowledge status (recognized refugee (article 67)) and persons with subsidiary protection (article 76)) have a right of residence on the territory of the State. An entry is enable for each foreigner who seeks international protection from the State, but the asylum seeker is obliged to submit request for recognizing the right of asylum. Asylum seeker is a foreigner who requests protection from the State and have submitted request for recognizing the right of asylum, for which a criminal judgment has not been enacted, in the procedure for recognizing the right of asylum.

101-2. Nombre d'affaires d'abus sexuels d'enfants et de pornographie enfantine reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Abus sexuels d'enfants	39 [] NA [] NAP	46 [] NA [] NAP	42 [] NA [] NAP	43 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Pornographie enfantine	0 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaire - Veuillez expliquer les définitions juridiques de ces catégories d'infractions dans votre système : Under the category "Child sexual abuse" there are included following criminal offenses from Criminal Code: Art. 186 p.2, Art. 187 p. 2, Art 187 p. 4 in relation to p. 2, Art 188, Art 189 p. 2, Art 193-b, Art 194 p. 2.

Under the category "Child pornography" there is included Art 193 from Criminal Code.

102. Pourcentage des décisions ayant fait objet d'un appel, durée moyenne des procédures et pourcentage d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans pour toutes les instances, concernant des affaires contentieuses spécifiques. La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du jugement, sans tenir compte de la phase d'instruction en matière pénale, ainsi que de la phase d'exécution.

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	Durée moyenne en 1ère instance (en jours)	Durée moyenne en 2ème instance (en jours)	Durée moyenne en 3ème instance (en jours)	Durée moyenne de la procédure complète (en jours)	% d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans, pour toutes les instances
Affaires civiles et commerciales contentieuses	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP
Divorce contentieux	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 15 [] NA [] NAP	143 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP
Licenciement	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 44 [] NA [] NAP	188 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP
Faillite	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 5 [] NA [] NAP	192 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP
Vol avec violence	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 49 [] NA [] NAP	370 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP
Homicide volontaire	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 70 [] NA [] NAP	177 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP

Commentaires There are some variations in the average length of cases in 1st instance (in days) which cannot be explained due to this data being collected manually with all courts within North Macedonia.

103. Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux) :

. The Law on civil procedure is applied in divorce cases. In addition to that in the Law on the Family there is special part (five articles) dedicated to divorce of marriage, but it does not contain provisions regarding the court procedure.

104. Comment est calculée la durée moyenne des procédures pour les six catégories d'affaires de la question 102? Veuillez décrire la méthode de calcul.

. Length of procedure in days divided with total number of cases in the court in 2020

4.2.6 Gestion des flux d'affaires – ministère public



105. Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles) :

- ☒ [X] diriger ou superviser l'enquête policière
- ☒ [X] mener des enquêtes
- ☒ [X] quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- ☒ [X] porter une accusation
- ☒ [X] soumettre l'affaire au tribunal
- ☐ [] proposer une peine au juge
- ☒ [X] faire appel
- ☐ [] superviser la procédure d'exécution
- ☒ [X] classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge (observer la cohérence avec la question 36 !)
- ☐ [] clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge
- ☐ [] autres attributions significatives (veuillez préciser) :

Commentaires

106. Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires suivantes :

- ☒ [X] affaire civiles
- ☒ [X] affaires administratives
- ☐ [] affaires de faillite

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : In Article 49 from the Law on administrative disputes is prescribed that public prosecutor has right to submit the request for protection of legality.

In Article 6 of the Law on Public prosecution office is prescribed that in civil and other court proceedings, as well as in administrative proceedings, the public prosecutor undertakes legal actions for which he is authorized by law.

107. Procureurs : Nombre total d'affaires pénales en 1ère instance

	Nombre d'affaires
1. Affaires pendantes au 1er Janvier de l'année de référence	15 790 ☐ [] NA ☐ [] NAP
2. Affaires nouvelles/reçues	32 164 ☐ [] NA ☐ [] NAP

3.Affaires traitées (3.1+3.2+3.3+3.4)	31 335 [] NA [] NAP
3.1. Classées pendant l'année de référence (3.1.1+3.1.2+3.1.3+3.1.4)	16 995 [] NA [] NAP
3.1.1. Classées par le procureur parce que l'auteur n'a pas pu être identifié	8 193 [] NA [] NAP
3.1.2 Classées par le procureur en raison d'une absence de constat d'infraction ou en raison d'une situation juridique particulière	7 880 [] NA [] NAP
3.1.3 Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité	922 [] NA [] NAP
3.1.4 Classement pour d'autres raisons	[X] NA [] NAP
3.2..Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur	179 [] NA [] NAP
3.3.Affaires clôturées par le procureur pour d'autres raisons	[X] NA [] NAP
3.4.Affaires portées devant les tribunaux	14 161 [] NA [] NAP
4.Affaires pendantes au 31 décembre de l'année de référence	[X] NA [] NAP

Commentaires

107-1. Si la procédure du plaider coupable existe, combien d'affaires ont été terminées par le biais de cette procédure ?

	Total	Infractions graves	Infractions mineures
Nombre total de procédures du plaider coupable	179 [] NA [] NAP	179 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
Avant la procédure judiciaire principale devant les tribunaux	179 [] NA [] NAP	179 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
Pendant la procédure judiciaire principale	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires Taking into account the increased danger of the spread of the Corona pandemic, the COVID-19 virus, the Public Prosecutor of the Republic of North Macedonia, based on Articles 20 and 25 of the Law on Public Prosecution, on March 14, 2003, issued a Compulsory Instruction obliging the Public Prosecutors of the Higher Public Prosecution Offices and the Public Prosecutors of the Basic Public Prosecutions to organize the performance and the function of the Public Prosecutor's Office in a way that in dealing with them they are given priority and the criminal charges related to criminal offenses are immediately taken into account and are processed :
Transmission of infectious disease pursuant to Article 205 of the Criminal Code, Failure to act in accordance with the health regulations

during an epidemic under Article 206 of the Criminal Code, Unconscientious treatment of patients pursuant to Article 207 of the Criminal Code, Article 382 of the Criminal Code, Attack on an official while performing security duties under Article 383 of the Criminal Code, Organizing resistance pursuant to Article 387 of the Criminal Code, criminal charges by competent institutions regarding decisions, measures and recommendations by other competent institutions for dealing with the emergency condition and the spread of coronavirus COVID-19.

The guidelines stipulate that the public prosecutor of the public prosecutor's office determines and approves which specific tasks can be performed outside the official premises, for which records are kept, and the performance of homework is calculated as time spent at work. Failure to comply with the enforcement rules entails disciplinary action.

The Public Prosecutor of the Public Prosecutor's Office, given the new situation, approves which actions are not urgent and will not be performed during this period, but after the creation of regular conditions for their taking over.

The instructions contain rules for the entry of the parties in the facilities, disinfection measures and health care in accordance with the recommendations.

For specially endangered areas, such as Debar and Centar Zupa, Kicevo and Gostivar, the Public Prosecutor of the Public Prosecutor's Office of the Republic of North Macedonia adopted a separate mandatory guideline for actions of the basic Public Prosecutor's Offices.

109. Les données communiquées dans le cadre de la Q107 incluent-elles le contentieux routier ?

☒ (X) Oui

☐ () Non

Commentaires There are included only this traffic offences that are defined as a criminal offences in the Criminal Code and not these traffic offences defined as misdemeanors.

D2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Ministry of Justice

Judicial Council, Courts

Public Prosecution Office

5.Carrière des juges et procureurs

5.1.Recrutement et promotion

5.1.1Recrutement et promotion des judges

110. Comment les juges sont-ils recrutés ?

☐ [] principalement par concours (concours ouvert)

☐ [] principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience professionnelle dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

☐ [] une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

☒ [X] autre (veuillez préciser) :

Commentaires All judges are elected by the Judicial Council. Judges in basic courts are appointed by the Judicial Council from the candidates which have finished initial training in the Academy for Judges and public prosecutors.

111. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- ☐ Une instance composée seulement de juges
- ☐ Une instance composée seulement de non juges
- ☒ Une instance / des instances composée(s) de juges et de non-juges
- ☐ Autre

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges. S'il existe plusieurs instances impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : The Academy for judges and public prosecutors is responsible for conducting the initial training.

Judges in basic courts are appointed by the Judicial Council from the candidates which have finished initial training in the Academy for Judges and public prosecutors. Judges in higher courts are also appointed by Judicial Council.

111-1. Combien de membres composent cette instance ?

	Total	Hommes	Femmes
Membres	15 ☐ NA ☐ NAP	9 ☐ NA ☐ NAP	6 ☐ NA ☐ NAP

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose ses membres : (1) The Council shall consist of 15 members, out of whom: -the president of the Supreme Court of the Republic of North Macedonia and the Minister of Justice shall be ex officio members; -eight members of the Council shall be elected by the judges from among their ranks, three of the elected members shall be members of the communities that are not in majority in the Republic of North Macedonia, where the principle of equitable representation of citizens belonging to all the communities shall be observed; -the Assembly of the Republic of North Macedonia shall elect three members of the Council with a majority of votes from the total number of representatives, wherefore there has to be majority of votes of the representatives belonging to the communities that are not in majority in the Republic of North Macedonia, and -two members of the Council shall be proposed by the president of the Republic of North Macedonia and elected by the Assembly of the Republic of North Macedonia, one of whom shall be a member of the communities that are not in majority in the Republic of North Macedonia. (2) Members of the Council by function participate in the work of the Council without the right to vote. (3) Members of the Council by function shall not participate in the work of the Council sessions on which initiated procedure for determining responsibility, election or dismissal of a judge or president of a Court are being discussed and decided upon.

111-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Commentaire - Veuillez préciser quel organe est compétent pour décider en appel : The candidate who is not selected as a judge shall have the right to appeal in front the Appeal Council at the Supreme Court of the Republic of North Macedonia within a period of eight days as of the day of receipt of the information in a way and procedure prescribed by this law.

112. La même instance (Q.111) est-elle compétente pour la promotion des juges ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Commentaires Judges in higher courts are also appointed by Judicial Council.

113. En quoi consiste la procédure de promotion des juges : (réponses multiples possibles)

- ☐ Concours/Examen
- ☒ Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

☐ Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des juges (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) : Criteria for the election of a judge of a higher court Article 48

(1)The Council shall select a judge in an Appellate Court, the Administrative Court, the Higher Administrative Court and the Supreme Court of the Republic of North Macedonia from among the candidates who have applied to the announcement and who meet the requirements and criteria anticipated by the Law on Courts and this Law in a manner that it shall rank the candidates that have applied according to the necessary specialization for filling a judge's position.

(2) The Council shall select as a judge the person of highest expert and professional qualities, with good reputation in exercising his judicial office, on the base of the following criteria: 1) expert knowledge and specialization in the field and participation in continuous training; 2)positive evaluation of his work 3)capability in verbal and written expression, which can be seen through prepared decisions and judiciary expert actions

4)undertaking additional work when performing judicial office by participating in procedures to resolve backlog of cases; 5)undertaking additional work when performing judicial office by means of mentorship, education, and alike;

6)length of judicial service. (3) If the candidate is from among the judges, the Council shall obtain an opinion from the court.

(4) The president of court on the base of the held session of judges shall deliver the opinion to the Council. (5) The manner of the candidates' ranking is regulated by the Council with a by-law. (6) The ranking will be done by the commission consisted of three members of Council selected by lot.

113-1. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un juge : (réponses multiples possibles)

☒ Les années d'expérience

☒ Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

☒ La performance (quantitative)

☒ Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

☐ Autre(s)

☐ Aucun critère

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»): Criteria for the election of a judge of a higher court Article 48

(1)The Council shall select a judge in an Appellate Court, the Administrative Court, the Higher Administrative Court and the Supreme Court of the Republic of North Macedonia from among the candidates who have applied to the announcement and who meet the requirements and criteria anticipated by the Law on Courts and this Law in a manner that it shall rank the candidates that have applied according to the necessary specialization for filling a judge's position.

(2) The Council shall select as a judge the person of highest expert and professional qualities, with good reputation in exercising his judicial office, on the base of the following criteria: 1) expert knowledge and specialization in the field and participation in continuous training; 2)positive evaluation of his work 3)capability in verbal and written expression, which can be seen through prepared decisions and judiciary expert actions

4)undertaking additional work when performing judicial office by participating in procedures to resolve backlog of cases; 5)undertaking additional work when performing judicial office by means of mentorship, education, and alike;

6)length of judicial service. (3) If the candidate is from among the judges, the Council shall obtain an opinion from the court.

(4) The president of court on the base of the held session of judges shall deliver the opinion to the Council. (5) The manner of the candidates' ranking is regulated by the Council with a by-law. (6) The ranking will be done by the commission consisted of three members of Council selected by lot.

5.1.2 Statuts, recrutement et promotion des procureurs

115. Quel est le statut du ministère public ?

☐ Un statut indépendant en tant qu'entité distincte parmi les institutions de l'État

☐ Fait partie du pouvoir exécutif mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle mesure)

☐ Fait partie du pouvoir exécutif (sans indépendance fonctionnelle)

☐ Fait partie du pouvoir judiciaire mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle mesure)

☐ Fait partie du pouvoir judiciaire (sans indépendance fonctionnelle)

☐ Un modèle mixte (veuillez expliquer)

☒ Un autre statut (veuillez expliquer)

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser les garanties objectives de cette indépendance (telles que le financement) et comment ces dernières sont établies (Constitution, législation etc.). De même, si « modèle mixte » ou « autre » veuillez préciser : In the Constitution public prosecutors are defined as "Samostojni". This term is similar to term "independent".

115-1. La loi, ou une autre réglementation, empêche-t-elle les instructions spécifiques de poursuivre ou de ne pas poursuivre qui seraient adressées à un procureur ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

115-2. Si vous avez répondu « Oui » à la Q115-1, y-a-t-il des exceptions prévues par la loi ?

☐ Oui

☒ Non

Commentaire - Veuillez décrire ces exceptions :

115-3. Si vous avez répondu « Non » à la Q115-1, quelle autorité peut émettre des instructions spécifiques ?

☐ Procureur général

☐ Procureur hiérarchiquement supérieur / Chef de service

☐ Pouvoir exécutif

☐ Autre

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-4. Quelle forme peuvent avoir les instructions ?

☐ Instruction orale

☐ Instruction orale avec confirmation écrite

☐ Instruction écrite

☐ Autre

☒ NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-5. Dans ce cas, ces instructions sont-elles :

☐ Délivrées en ayant demandé l'avis préalable du Procureur compétent

- ☐ Obligatoires
- ☐ Motivées
- ☐ Enregistrées dans le dossier
- ☐ Autre
- ☒ NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-6. Quelle est la fréquence de ce type d'instructions ?

- ☐ Exceptionnelles
- ☐ Occasionnelles
- ☐ Fréquentes
- ☐ Systématiques
- ☒ NAP

Commentaires

115-7. En cas d'instructions, le procureur peut-il s'opposer ou faire rapport à une institution ou à un organisme indépendant ?

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☒ NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser à quel organisme/institution et veuillez décrire dans quelles conditions : The Chief Public Prosecutor of the Republic of North Macedonia and the public prosecutors of the public prosecutor's offices may not issue instructions and directions concerning the work on specific cases of the public prosecutors.

116. Comment sont recrutés les procureurs ?

- ☐ principalement par concours (concours ouvert)
- ☐ principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)
- ☐ une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)
- ☒ autre (veuillez préciser) :

Commentaires According to the Amendments of the Constitution of the Republic of Macedonia adopted in 2005, public prosecutors except State Public Prosecutor are appointed by the Council of public prosecutors. Public prosecutor in a basic public prosecutor's office may be a person who has completed training determined by the Law on the Academy for Judges and Public Prosecutors.

117. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- ☐ Une instance composée seulement de procureurs
- ☐ Une instance composée seulement de non procureurs
- ☒ Une instance composée de procureurs et de non procureurs
- ☐ Autre

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y a plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : Council of public prosecutors

117-1. Combien de membres composent cette instance ?

	Total	Hommes	Femmes
Membres	11 [] NA [] NAP	9 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose/nomme ses membres : Composition of the Council
Article 6

The Council shall consist of 11 members, of which:

- The Chief Public Prosecutor of the Republic of Macedonia and the Minister of Justice shall be ex officio members;
- One member of the Council shall be elected by the public prosecutors in the State public prosecution offices from within their ranks;
- Public prosecutors from the districts of the Higher Public Prosecution Offices in Bitola, Gostivar, Skopje and Shtip shall elect one Council member each, from within their ranks;
- One member of the Council, a member of a community that does not constitute a majority in the Republic of Macedonia, shall be elected by all public prosecutors in the Republic of Macedonia, from within their ranks; and
- four members of the Council are elected by the Assembly of the Republic of the North Macedonia, from the rank of university law professors, lawyers, former Constitutional Court judges, international judges and other prominent lawyers, two of whom are community members who are not the majority in the Republic of Northern Macedonia.

117-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?

() Oui

(X) Non

Commentaire - Veuillez préciser quel est l'organe compétent pour décider en appel :

118. La même instance (Q 117) est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

(X) Oui

() Non, quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs ?

Commentaires Public Prosecutors in higher public prosecution offices are appointed by the Council of public prosecutors.

119. En quoi consiste la procédure de promotion des procureurs ? (réponses multiples possibles)

[] Concours / Examen

[X] Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

[] Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des procureurs (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) :

119-2. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un procureur :

[X] Les années d'expérience

[X] Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

[X] La performance (quantitative)

[X] Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

[] Autre(s)

[] Aucun critère

Commentaires - Veuillez préciser tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s) »): Article 62

(1) Specific conditions for the election of the Chief Public Prosecutor of the Republic of North Macedonia, a public prosecutor in the Public Prosecutor's Office of the Republic of North Macedonia, a higher public prosecutor of a higher public prosecutor's office, a public prosecutor in a higher public prosecutor's office, the Basic Public Prosecutor of the Basic Public Prosecutor's Office for Prosecution of Organized Crime and Corruption, a basic public prosecutor in the Basic Public Prosecutor's Office for Prosecution of Organized Crime and Corruption, a basic public prosecutor of a basic public prosecutor's office and a basic public prosecutor in a basic public prosecutor's office apart from the requirements of Article 61 of this Law are:

-Chief Public Prosecutor of the Republic of North Macedonia may be a person with continuous years of service of at least ten years as a public prosecutor or as a judge in the field of criminal law,

-public prosecutor in the Public Prosecutor's Office of the Republic of North Macedonia may be a person with at least eight years of continuous years of service in a higher public prosecutor's office or the Basic Public Prosecutor's Office for Prosecution of Organized Crime and Corruption and who has received a positive evaluation score in the last four years,

-higher public prosecutor of a higher public prosecutor's office may be a person with continuous years of service as a public prosecutor of at least eight years until the date of application for appointment and who has received a positive evaluation score in the last four years,

-public prosecutor in a higher public prosecutor's office may be a person with continuous years of service as a public prosecutor of at least six years until the date of application for appointment and who has received a positive evaluation score in the last four years,

-Basic Public Prosecutor of the Basic Public Prosecutor's Office for Prosecution of Organized Crime and Corruption may be a person with continuous years of service of at least six years as a public prosecutor until the date of application for appointment and who has received a positive evaluation score in the last three years,

-basic public prosecutor in the Basic Public Prosecutor's Office for Prosecution of Organized Crime and Corruption may be a person with continuous years of service of at least four years as a public prosecutor until the date of application for appointment and who has received a positive evaluation score in the last two years,

5.1.3 Mandat et retraite des juges et procureurs

121. Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

(X) Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :

() Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (ex: la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

121-1. Un juge peut-il être transféré dans une autre juridiction sans son consentement :

[] Pour des raisons disciplinaires

[X] Pour des raisons organisationnelles

[] Pour d'autres raisons (veuillez préciser les modalités et garanties) :

[] Non

Commentaires

122. Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges (par exemple avant d'être nommé à vie) ? Si oui, quelle en est la durée ?

() Oui, durée de la période probatoire (en années) :

(X) Non

Commentaires

123. Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (à savoir « à vie » = jusqu'à l'âge

officiel de la retraite) ?

(X) Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :

() Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

124. Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs ? Si oui, quelle en est la durée ?

() Oui, durée de la période probatoire (en années) :

(X) Non

Commentaires

125. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges (v. question 121), quelle est la durée du mandat (en années)? Est-il renouvelable ?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

125-1. Est-il renouvelable ?

() Oui

() Non

[X] NAP

Commentaires

126. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les procureurs (v. question 123), quelle est la durée du mandat (en années)?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

126-1. Est-il renouvelable ?

() Oui

() Non

[X] NAP

Commentaires

E1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources :

5.2. Formation

5.2.1 Formation des juges

127. Types de formations proposées des juges :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale (par exemple fréquentation d'une école de la magistrature, stage dans un tribunal)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue générale	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue à l'éthique	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires Defined in the program for continuous training conducted by the Academy for judges and prosecutors.

128. Fréquence de la formation continue des juges :

	Fréquence de la formation
Formation continue générale	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée

Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	☒ Régulièrement (par exemple tous les ans) ☐ Occasionnellement (en fonction des besoins) ☐ Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	☒ Régulièrement (par exemple tous les ans) ☐ Occasionnellement (en fonction des besoins) ☐ Pas de formation proposée
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	☒ Régulièrement (par exemple tous les ans) ☐ Occasionnellement (en fonction des besoins) ☐ Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des juges : Defined in the program for initial training conducted by the Academy for judges and prosecutors.

5.2.2 Formation des procureurs

129. Types de formations proposées aux procureurs :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue générale	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue à l'éthique	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Commentaires

130. Fréquence de la formation continue des procureurs :

Fréquence de la formation continue

Formation continue générale	☒ Régulièrement (par exemple tous les ans) ☐ Occasionnellement (en fonction des besoins) ☐ Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	☒ Régulièrement (par exemple tous les ans) ☐ Occasionnellement (en fonction des besoins) ☐ Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	☒ Régulièrement (par exemple tous les ans) ☐ Occasionnellement (en fonction des besoins) ☐ Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	☒ Régulièrement (par exemple tous les ans) ☐ Occasionnellement (en fonction des besoins) ☐ Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	☒ Régulièrement (par exemple tous les ans) ☐ Occasionnellement (en fonction des besoins) ☐ Pas de formation proposée
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	☒ Régulièrement (par exemple tous les ans) ☐ Occasionnellement (en fonction des besoins) ☐ Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des procureurs : All events are organized according to the program for continuous training conducted by the Academy for judges and prosecutors.

5.2.3 Instituts de formation

131. Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et des procureurs?

	Formation initiale seulement	Formation continue seulement	Formation initiale et continue
Institution(s) pour les juges	☐	☐	☐
Institution(s) pour les procureurs	☐	☐	☐
Institution(s) commune(s) pour juges et procureurs	☐	☐	☒

Commentaires Academy for judges and public prosecutors is a institution responsible for conducting the initial and continuous training for judges and public prosecutors.

131-0. Si oui, quel est le budget de cette (ces) institution(s)?

	Budget de l'(des) institution(s) pour l'année de référence, en €
Institution(s) pour les juges	☐ NA ☒ NAP
Institution(s) pour les procureurs	☐ NA ☒ NAP
Institution(s) commune(s) pour les juges et procureurs	735 500 ☐ NA ☐ NAP

Commentaires The approved budget of the Academy of judges and public prosecutors decreased because in 2019, were planed more money for seventh generation of candidates on the Academy, but at the end it was concluded that less money are enough for the number of candidates that enter in the seventh generation. Because of that on the end of 2019, implementation of the budget was 757.941 euros. Approximately, according to this amount was made and the new budget in 2020, having in mind that in 2020 there wasn't a new generation on the Academy.

131-1. S'il n'y a pas de formation initiale obligatoire des juges et/ou des procureurs dans de telles institutions, pouvez-vous brièvement préciser comment ces juges et/ou procureurs sont formés ?

. NAP

5.2.4 Nombre de formations



131-2. Nombre de formations continues disponibles et dispensées (en jours) par les institutions publiques responsable(s) de la formation.

	Nombre de formations en présentiel disponibles	Nombre de formations dispensées en présentiel en jours	Formations en ligne disponibles tout au long de l'année de référence (e-learning)
Total	211 ☐ NA ☐ NAP	42 ☐ NA ☐ NAP	9 ☐ NA ☐ NAP
1. Pour les juges	168 ☐ NA ☐ NAP	36 ☐ NA ☐ NAP	8 ☐ NA ☐ NAP
2. Pour les procureurs	94 ☐ NA ☐ NAP	20 ☐ NA ☐ NAP	7 ☐ NA ☐ NAP
3. Pour le personnel non-juge	12 ☐ NA ☐ NAP	2 ☐ NA ☐ NAP	9 ☐ NA ☐ NAP
4. Pour le personnel non-procureur	12 ☐ NA ☐ NAP	2 ☐ NA ☐ NAP	9 ☐ NA ☐ NAP

5. Formations pour les autres professionnels	16 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
---	--------------------------------	-------------------------------	----------------------------

Commentaire - Veuillez préciser s'il existe des formations pour les juges et/ou procureurs qui incluent d'autres professionnels de la justice . In 2020, because of COVID 19 situation most of the trainings which were planned to be delivered in person, were delivered on line. From a total of 121 delivered trainings, 79 were delivered online (74 trainings for judges, 49 trainings for prosecutors, 0 for non-judge staff and non prosecutor staff and 6 for other categories).

Because we don't have separate row for common trainings, in the total number of 211 available trainings in 2020, are included 79 which were planned to be common trainings for judges and public prosecutors. According to the system on the Academy for judges and public prosecutors, the trainings are common for non-judge and non-prosecutor staff and the days of training are therefore reflected under both categories. In the column on line training courses available in 2020, by the Academy were organized a total of 9 common on line trainings for judges, prosecutors, non-judge staff and non prosecutor staff. From this 9 trainings, on 8 trainings participate judges, on 7 trainings participate public prosecutors, on all 9 trainings participate non-judge and non-prosecutor staff. For the numbers of participants please see the answer on Q131-3.

The total number of trainings in 2020 in comparison with 2019 decreased because of the COVID 19 situation.

131-3. Nombre de participants aux formations au cours de l'année de référence

	Nombre de participants aux formations en présentiel	Nombre de participants aux formations en ligne (e-learning)
Total	953 [] NA [] NAP	1 888 [] NA [] NAP
Juges	384 [] NA [] NAP	1 008 [] NA [] NAP
Procureurs	150 [] NA [] NAP	497 [] NA [] NAP
Personnel non-juge	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Personnel non-procureur	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Autres professionnels	211 [] NA [] NAP	235 [] NA [] NAP

Commentaires The Academy usually organizes common trainings for judges, prosecutors, non-judge and non-prosecutor staff. Some of those participants cannot be differentiated (between non-judge and non-prosecutor staff) and those categories are therefore answered as "NA". 370 non-differentiated non-judge and non-prosecutor staffs participated on trainings (208 with physical presence and 162 participated online). In 2020, only 2 separate trainings were realized for the non-judge and non-prosecutor staff with physical presence, whereby a total of 56 non-judge and non-prosecutor staff participated, out of which 27 for non-judge and 29 for non-prosecutor staff, which are included in the total number of 370.

5.3.Exercice de la profession

5.3.1Salaires et avantages des juges et procureurs

132. Salaires des juges et des procureurs au 31 décembre de l'année de référence:

	Salaire annuel brut, en €	Salaire annuel net, en €	Salaire annuel brut en monnaie nationale	Salaire annuel net en monnaie nationale
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	16 700 [] NA [] NAP	10 981 [] NA [] NAP	1 030 225 [] NA [] NAP	677 466 [] NA [] NAP
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un juge de ce niveau, non pas le salaire du président de la cour)	22 687 [] NA [] NAP	14 861 [] NA [] NAP	1 399 572 [] NA [] NAP	916 792 [] NA [] NAP
Procureur au début de sa carrière	17 319 [] NA [] NAP	11 383 [] NA [] NAP	1 065 156 [] NA [] NAP	700 104 [] NA [] NAP
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un procureur de ce niveau, non pas le salaire du Procureur Général).	22 120 [] NA [] NAP	14 494 [] NA [] NAP	1 360 392 [] NA [] NAP	891 408 [] NA [] NAP

Commentaires The annual salaries of judges are lower in 2020 in comparison to 2019, because in 2019 a higher amount of allowances has been paid on judges for the previous years. That type of allowances has not been paid in 2020.

Salaries of judges and public prosecutors are regulated in the Law on salaries for judges and the Law on salaries for public prosecutors.

133. Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants ?

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Retraite spécifique	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Logement de fonction	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autre avantage financier	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires

134. Si « autre avantage financier », veuillez préciser :

. In 2015 and 2018 the Parliament adopted amendments on The Law on judge's salaries and on the Law on public prosecutor's salaries. These two laws introduced additional financial benefits for judges and public prosecutors for work under special conditions, work on confidence cases and for security risks.

[] NAP

135. Un juge peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Consultant	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Fonction culturelle	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Fonction politique	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Médiateur	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre fonction	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser.

137. Un procureur peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Consultant	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Fonction culturelle	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Fonction politique	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Médiateur	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre fonction	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser : Law on Public prosecution office (2020)

Article 71

(1) A public prosecutor may be an educator or hold lectures at the Academy for Training of Judges and Public Prosecutors, teach at the

higher education institutions in the public prosecutorial field and participate in scientific and professional projects in that area. (2) A public prosecutor may teach at the higher education institutions in the public prosecutorial field and participate in scientific and professional projects in that area, after a prior accord provided by the Chief Public Prosecutor of the Republic of North Macedonia, and the Chief Public Prosecutor of the Republic of North Macedonia may act so after a prior accord provided by the Council of Public Prosecutors of the Republic of North Macedonia.

139. Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs quantitatifs en rapport avec les affaires terminées (par exemple nombre d'affaires terminées pour une période donnée) ?

☐ Oui

☒ Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser les conditions et si possible les montants :

5.3.2 Institution/organe d'éthique

138. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des juges (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les juges, etc.) ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires

138-1. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?

☒ Juges uniquement

☐ Juges et représentants d'autres professions juridiques

☐ Autre, veuillez préciser :

Commentaires

138-2. Les avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public?

☒ Oui

☐ Non

☐ NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

138-3. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des procureurs (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les procureurs, etc.) ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires

138-4. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?

☒ Procureurs uniquement

- ☐ Procureurs et représentants d'autres professions juridiques
- ☐ Autre, veuillez préciser :

Commentaires

138-5. Les avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

☐ NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

5.4.Procédures disciplinaires

5.4.1Autorités responsables des procédures disciplinaires et des sanctions

140. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (réponses multiples possibles) ?

- ☒ Justiciables
- ☒ Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique
- ☒ Cour suprême
- ☒ Conseil supérieur de la magistrature
- ☐ Tribunal disciplinaire
- ☐ Autorité disciplinaire (procureur disciplinaire, inspecteur etc.)
- ☐ Médiateur (Ombudsman)
- ☐ Parlement
- ☐ Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- ☐ Autre (veuillez préciser) :
- ☐ Ceci n'est pas possible

Commentaires

141. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (réponses multiples possibles) :

- ☐ Citoyens
- ☒ Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- ☒ Procureur général/Procureur d'Etat
- ☐ Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- ☐ Tribunal disciplinaire
- ☐ Autorité disciplinaire (procureur disciplinaire, inspecteur etc.)
- ☐ Médiateur (Ombudsman)
- ☐ Organisme professionnel
- ☐ Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :

☐ Autre (veuillez préciser) :

☐ Ceci n'est pas possible

Commentaires Law on Public Prosecution office (2020)

Article 93

(1) The proceedings for establishment of liability of public prosecutors for committed disciplinary infringement shall be conducted upon annotated proposal of the Chief Public Prosecutor of the Republic of North Macedonia for all public prosecutors, and upon annotated proposal of a Higher Public Prosecutor of a Higher Public Prosecutor's Office for public prosecutors in a Higher Public Prosecutor's Office, or the Basic Public Prosecutor of the Basic Public Prosecutor's Office for public prosecutor in a basic public prosecutor's office, ex officio or after obtained information on committed infringement. The applicant shall submit proofs for committed disciplinary infringement accompanying the proposal for initiation of disciplinary proceeding. Proceeding for establishment of public prosecutors' liability for committed disciplinary infringement shall be initiated within six months as from the day of becoming aware of the committed infringement, but no later than three years from the day when the infringement was committed.

142. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges ? (réponses multiples possibles)

☐ Tribunal

☐ Cour suprême

☒ Conseil supérieur de la magistrature

☐ Tribunal ou autorité disciplinaire

☐ Médiateur (Ombudsman)

☐ Parlement

☐ Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :

☐ Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

143. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs ? (réponses multiples possibles)

☐ Cour Suprême

☐ Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

☐ Procureur général/Procureur d'Etat

☒ Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)

☒ Tribunal ou autorité disciplinaire

☐ Médiateur (Ombudsman)

☐ Organisme professionnel

☐ Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :

☐ Autre (veuillez préciser) :

Commentaires Law on Public Prosecution office (2020)

Article 93

(2) The proceedings for establishment of the public prosecutor's liability for committed disciplinary infringement in the exertion of the public prosecutorial office shall be led by a committee, composed of five members or their deputies, one of each higher public prosecutor's offices and one member from the PPO of the Republic of North Macedonia, elected by the college in the respective prosecutor's offices. A member or a deputy member of the committee shall be exempt if they are the applicants of the proposal.

- (3) Prior to initiating a proceeding, the committee, after the receipt of the application, without any delays, shall request from the public prosecutor against which the proposal for initiating a proceeding has been submitted, to state their comments on the allegations in the proposal, in a written form, within five days of the notification.
- (4) If the committee finds that there are no reasonable doubts for committed disciplinary infringement by the public prosecutor, it shall conclude that no proceeding will be initiated.
- (5) If the committee finds that the proposal is grounded, it shall adopt a decision for initiation of a disciplinary proceeding.
- (6) The public prosecutor against whom disciplinary proceeding is initiated shall be entitled to be heard before the Committee for establishing disciplinary responsibilities in a presence of a defense attorney, as well as to propose proofs in their own favour.
- (7) If the Committee, with a majority of votes from the total number of its members, finds that disciplinary infringements has been committed, it shall adopt a decision and impose one of the prescribed sanction in Article 95 paragraph (1) indents 1 and 2, and paragraph (2) indent 1 of this Law.
- (8) Committee members shall start voting from the more serious to milder ones when they vote on the type of disciplinary measures.
- (9) The voting shall stop when a decision to impose disciplinary measure has been adopted.
- (10) In the event when after the voting on each disciplinary measure no decision has been adopted with a majority of the total number of Committee members, the voting shall not be repeated, unless a total number of members submitted a proposal to repeat the voting for one of the measures, at the same session.
- (11) If the majority of the Committee members consider that evidence for the existence of grounds for dismissal of a public prosecutor has been presented during the procedure, then, they may propose such dismissal to the Council of the Public Prosecutors of the Republic of North Macedonia, and the proposal shall also be submitted to the public prosecutor against whom the proceeding is initiated. Public prosecutor shall be entitled to an appeal against the proposal for their dismissal to the Council of the Public Prosecutors of the Republic of North Macedonia, within seven days from the submission of the proposal.

5.4.2 Nombre de procédures disciplinaires et de sanctions

144. Nombre de procédures disciplinaires intentées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	122 [] NA [] NAP	4 [] NA [] NAP
1. Faute déontologique	0 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
2. Insuffisance professionnelle	122 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP
3. Délit pénal	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
4. Autre	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

145. Nombre de sanctions prononcées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs :

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 10)	6 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
1. Réprimande	1 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
2. Suspension	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
3. Retrait d'une affaire	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
4. Amende	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
5. Diminution de salaire temporaire	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
6. Rétrogradation de poste	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
7. Mutation géographique dans un autre tribunal	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
8. Démission	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
9. Autre	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
10. Révocation	5 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires intentées et le nombre de sanctions prononcées, veuillez en préciser les raisons. In 2020 five judges were dismissed with a final decision and for one judge JC issued a reprimand.

E3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Judicial Council and Council of Public Peosecutors

6. Avocats

6.1. Profession d'avocat

6.1.1 Statuts de la profession d'avocat



146. Nombre d’avocats exerçant dans votre pays :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d’avocats	2 864 [] NA	1 435 [] NA	1 429 [] NA

Commentaires

147. Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter de clients en justice ?

Oui ()
Non (X)

Commentaires

148. Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter de clients en justice :

[]
[X] NA
[] NAP

Commentaires

=

149. La représentation légale devant les tribunaux est-elle exclusivement exercée par les avocats pour les : (réponses multiples possibles)

	Première instance	Deuxième instance	Cour suprême
Affaires civiles	() Oui, toujours (X) Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP	() Oui, toujours (X) Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP	() Oui, toujours (X) Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP
Affaires de licenciement	() Oui, toujours (X) Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP	() Oui, toujours (X) Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP	() Oui, toujours (X) Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP
Affaires pénales - Défendeur	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP
Affaires pénales - Victime	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP

Affaires administratives	☐ Oui, toujours ☒ Oui, pour certaines affaires ☐ Non ☐ NAP	☐ Oui, toujours ☒ Oui, pour certaines affaires ☐ Non ☐ NAP	☐ Oui, toujours ☒ Oui, pour certaines affaires ☐ Non ☐ NAP
---------------------------------	--	--	--

Commentaire - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu des droits exclusifs des avocats : This matter is regulated in procedural laws. According to the Article 71 from the Law on criminal procedure, only a licensed attorney may act as a counsel for the defense.

Law on Civil procedure

Article 81

(1) An authorized representative of the party may be:

- attorney

- person – graduated lawyer who is employed by the party

- blood relative in the straight line, brother, sister or a spouse - if it has full legal capacity

(2) If a person appears as an authorized agent, contrary to the provisions from paragraph (1) of this Article, the court shall pass a decision with which it shall deny that person any further representation and shall inform the party about that.

(3) A separate appeal against the decision from paragraph (2) of this Article shall not be allowed.

Article 82

If value of the case exceeds 1.000.000 denars, the authorized agents of the legal entity can be the graduate lawyer with the passed bar exam who is employed by the legal entity.

149-0. Si d'autres que les avocats peuvent représenter un client devant les tribunaux, veuillez préciser qui :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Organisme de la société civile	☐ Oui ☒ Non	☐ Oui ☒ Non	☐ Oui ☒ Non
Membre de la famille	☒ Oui ☐ Non	☒ Oui ☐ Non	☒ Oui ☐ Non
Personne concernée elle-même	☒ Oui ☐ Non	☒ Oui ☐ Non	☒ Oui ☐ Non
Syndicat	☒ Oui ☐ Non	☒ Oui ☐ Non	☒ Oui ☐ Non
Autres	☐ Oui ☒ Non	☐ Oui ☒ Non	☐ Oui ☒ Non

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser. De plus, pour les catégories sélectionnées, veuillez préciser quels sont les types d'affaires concernés par cette/ces représentation(s) :

149-1. Outre les fonctions de représentation en justice et de conseil juridique, un avocat peut-il exercer d'autres activités ?

☐ Activité notariale

☒ Arbitrage/médiation

☐ Mandataire

☐ Syndic de copropriété

☐ Agent immobilier

[] Autres (veuillez préciser) :

Commentaires

149-2. Quelles sont les statuts de la profession d'avocat ?

[X] Avocat indépendant

[X] Avocat salarié

[X] Avocat d'entreprise

Commentaires

150. La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

[X] un barreau national

[] un barreau régional

[] un barreau local

Commentaires According to the Article 33 from the Law on the Bar, lawyers are organised in the Bar Chamber. This Chamber is independent.

151. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

(X) Oui

() Non

Commentaire - Veuillez indiquer s'il existe d'autres exigences spécifiques en matière de diplôme ou de niveau universitaire: The Bar Exam is one of the conditions to become a lawyer.

152. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

153. La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : There is special exam foreseen for representation in proceedings for protection of intellectual rights and industrial property.

F1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The Bar Chamber

6.1.2 Exercice de la profession

154. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats (c'est à dire une information préalable sur le montant prévisible des honoraires demandés) ?

☒ (X) Oui

☐ () Non

Commentaires The Lawyers Tariff is available on the web site of The Bar Chamber. <https://mba.org.mk/index.php/mk/akti/advokatska-tarifa>

155. Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?

☒ (X) Oui

☐ () Non

Commentaires According to the Article 1 of the Lawyers Tariff, the lawyer and the party can freely negotiate fees, but not less than that prescribed in the Tariff.

156. La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats (même s'ils sont librement négociés) ?

☐ [] Oui, la loi contient des règles

☒ [X] Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles

☐ [] Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

Commentaires All lawyers fees are defined in the Lawyers Tariff. For each kind of lawyer`s activity (action) is prescribed different fee.

6.1.3 Standards de qualité et procédures disciplinaires



157. Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

☐ () Oui

☒ (X) Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés?

158. Si oui, qui a la responsabilité d'établir ces normes de qualité :

☐ [] le Barreau

☐ [] le législateur

☐ [] autre (veuillez préciser) :

Commentaires

159. Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

☒ [X] la prestation de l'avocat

☒ [X] le montant des honoraires

Commentaires - Veuillez préciser :

160. Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?

☐ [] Le juge

☐ [] Le ministère de la Justice

☒ [X] Une instance professionnelle

☐ [] Autre (veuillez préciser) :

Commentaire Responsible organ for disciplinary procedure is Bar Chamber. In the framework of the Bar Chamber there are three main organs responsible for disciplinary procedure: Disciplinary Prosecutor, Disciplinary Court and Appellate Council. Lawyer may initiate administrative dispute before the Administrative Court on the final decision brought by the above mentioned organs.

161. Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	118 ☐ [] NA ☐ [] NAP
1. Faute déontologique	118 ☐ [] NA ☐ [] NAP
2. Insuffisance professionnelle	0 ☐ [] NA ☐ [] NAP
3. Délit pénal	0 ☐ [] NA ☐ [] NAP
4. Autre	0 ☐ [] NA ☐ [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : Based on the records kept in the Bar Association , the Disciplinary Prosecutor during 2020, in its work has received a total of 118 charges against lawyers. The disciplinary prosecutor, while handling the reports for the cases, has filed a disciplinary indictment for 7 reports to the disciplinary court for disciplinary actions for disciplinary responsibility.

162. Sanctions prononcées à l'encontre des avocats.

	Nombre de sanctions
Nombre total de sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	0 ☐ [] NA ☐ [] NAP
1. Réprimande	0 ☐ [] NA ☐ [] NAP
2. Suspension	0 ☐ [] NA ☐ [] NAP
3. Retrait d'une affaire	0 ☐ [] NA ☐ [] NAP
4. Amende	0 ☐ [] NA ☐ [] NAP

5. Autre	0 [] NA [] NAP
----------	------------------------

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons : Work of disciplinary bodies in the year 2020 was affected by the COVID 19.

7. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal et autres mesures alternatives au règlement des litiges

7.1. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

7.1.1 Précisions sur la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

163. Existe-t-il des processus de médiations conduite ou renvoyée par le tribunal dans le système judiciaire ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

163-1. Dans certains domaines, le système judiciaire prévoit-il la médiation obligatoire avec un médiateur ?

[X] Avant/à la place de la procédure devant le tribunal

[] Ordonnée par le tribunal, le juge, le procureur ou une autorité publique dans le cadre d'une procédure contentieuse en cours

[] Pas de médiation obligatoire

Commentaires - Si la médiation obligatoire existe, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

163-2. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il des séances d'information obligatoires avec un médiateur?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si les séances d'information obligatoires existent, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

164. Veuillez préciser, par type d'affaires, qui fournit des services de médiation conduite ou renvoyée par le tribunal ?

	Médiateur privé	Autorité publique (autre que le juge)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Affaires familiales	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP

Affaires administratives	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP
Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Affaires pénales	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Affaires liées aux consommateurs	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP

Commentaires

165. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des médiations conduites ou renvoyées par le tribunal ou de bénéficier gratuitement de ces services?

() Oui

(X) Non

[] NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

=

166. Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés pour exercer la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal:

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de médiateurs	45 [] NA [] NAP	17 [] NA [] NAP	28 [] NA [] NAP

Commentaires There are no changes in the number of registered mediators between 2019 and 2020.

167. Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal:

	Nombre d'affaires pour lesquelles les parties s'accordent pour débiter une médiation	Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal terminées	Nombre d'affaires conclues par un accord de règlement
Total (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)	329 [] NA [] NAP	329 [] NA [] NAP	131 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles et commerciales	199 [] NA [] NAP	199 [] NA [] NAP	41 [] NA [] NAP
2. Affaires familiales	2 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP

3. Affaires administratives	☐ NA ☒ NAP	☐ NA ☒ NAP	☐ NA ☒ NAP
4. Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	127 ☐ NA ☐ NAP	127 ☐ NA ☐ NAP	89 ☐ NA ☐ NAP
5. Affaires pénales	0 ☐ NA ☐ NAP	0 ☐ NA ☐ NAP	0 ☐ NA ☐ NAP
6. Affaires liées aux consommateurs	1 ☐ NA ☐ NAP	1 ☐ NA ☐ NAP	0 ☐ NA ☐ NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la source : Between 2019 and 2020, there was an increase of court related mediations for labour cases. Most of these procedures are mediations between administrative servants and the state institutions related to the employment rights.

=

168. Est-ce que les formes suivantes de mesures alternatives de règlement des litiges existent dans votre pays ?

☒ la médiation autre que la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

☒ l'arbitrage

☒ la conciliation (si différente de la médiation)

☐ d'autres mesures alternatives au règlement des litiges (veuillez spécifier) :

Commentaires

G1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source :

8.Exécution des décisions de justice

8.1.Exécution des décisions en matière civile

8.1.1 Nombre d'agents d'exécution, statut et mandat

169. Nombre et type d'agents d'exécution dans votre pays.

	Total	Hommes	Femmes
Total (1+2+3+4)	99 ☐ NA	53 ☐ NA	46 ☐ NA
1. Profession libérale réglementée par les autorités publiques	99 ☐ NA ☐ NAP	53 ☐ NA ☐ NAP	46 ☐ NA ☐ NAP

2. Agents d'exécution attachés à une institution publique (fonctionnaires payés par l'Etat)	☐ NA ☒ NAP	☐ NA ☒ NAP	☐ NA ☒ NAP
3. Juges	☐ NA ☒ NAP	☐ NA ☒ NAP	☐ NA ☒ NAP
4. Autres	☐ NA ☒ NAP	☐ NA ☒ NAP	☐ NA ☒ NAP

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser le statut et les compétences de ces agents d'exécution : Persons who perform public authorizations determined by law, out of the Courts, appointed by the minister of justice according to the provisions of the Law, who decide directly on the actions to be taken, within their authorizations, in order to carry out the enforcement decision and take up the enforcement actions, according to the final enforcement act.

170. Quelles sont les conditions d'accès à la profession d'agent d'exécution (réponses multiples possibles) ?

- ☒ diplôme
- ☒ expérience professionnelle
- ☒ examen spécifique
- ☒ procédure de nomination par l'Etat
- ☐ formation initiale
- ☐ autre

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser :

171. Le mandat des agents d'exécution est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- ☒ Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire : 64
- ☐ Non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :
Exclusion is dismissal in disciplinary procedure or if enforcement agent resign from the office.

8.1.2 Activités/ domaines de compétences

171-1. A quelles informations du débiteur l'agent d'exécution a-t-il accès au début de la procédure d'exécution ?

	Accès à l'information	Accès numérique direct à l'information
Adresse	☒ Oui ☐ Non	☐ Oui ☒ Non
Date de naissance	☒ Oui ☐ Non	☐ Oui ☒ Non
Etat civil	☒ Oui ☐ Non	☐ Oui ☒ Non
Cohabitant	☒ Oui ☐ Non	☐ Oui ☒ Non

Employeur	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Véhicule automobile	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Biens meubles	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Biens immeubles	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Compte bancaire	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Procédures d'exécution déjà en cours contre le débiteur	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Procédures d'insolvabilité (faillites, réorganisations judiciaires, règlement collectif de dettes, ...)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Autre	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si "Autre", veuillez préciser :

171-2. L'agent d'exécution peut-il réaliser les procédures civiles d'exécution suivantes :

	Option
Saisie des biens meubles corporels	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP
Saisies conservatoires des biens meubles corporels	() Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution (X) Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP
Saisie des immeubles	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP
Saisie conservatoire des immeubles	() Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution (X) Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP

Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent	☒ (X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution ☐ () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution ☐ () Non ☐ [] NAP
Saisies des rémunérations	☒ (X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution ☐ () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution ☐ () Non ☐ [] NAP
Saisies des véhicules terrestres à moteur	☒ (X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution ☐ () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution ☐ () Non ☐ [] NAP
Mesures d'expulsion	☒ (X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution ☐ () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution ☐ () Non ☐ [] NAP
Saisies des bateaux et des navires	☒ (X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution ☐ () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution ☐ () Non ☐ [] NAP
Saisie des aéronefs	☒ (X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution ☐ () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution ☐ () Non ☐ [] NAP
Saisie des avoirs dématérialisés (par ex. cryptomonnaie)	☒ (X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution ☐ () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution ☐ () Non ☐ [] NAP
Vente forcée par adjudication publique des biens saisis	☒ (X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution ☐ () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution ☐ () Non ☐ [] NAP

Vente des parts sociales	☒ (X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution ☐ () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution ☐ () Non ☐ [] NAP
Autres	☒ (X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution ☐ () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution ☐ () Non ☐ [] NAP

Commentaires

171-3. Outre l'exécution des décisions de justice, quelles sont les autres activités pouvant être exercées par les agents d'exécution ?

- ☒ [X] Signification ou notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires
- ☒ [X] Recouvrement de créances
- ☒ [X] Ventes aux enchères mobilières et immobilières publiques ou volontaires
- ☐ [] Séquestres
- ☒ [X] Constats
- ☐ [] Service des audiences près les juridictions
- ☐ [] Conseils juridiques
- ☐ [] Procédures de faillites
- ☒ [X] Missions confiées par le juge
- ☐ [] Représentation des parties devant les juridictions
- ☐ [] Rédaction des actes sous-seings privés
- ☐ [] Administrateur d'immeubles
- ☐ [] Autres

Commentaires

8.1.3 Formation et TIC

172-1. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les agents d'exécution ?

- ☒ (X) Oui
- ☐ () Non

Commentaires Continuous training for enforcement agents and it is a ground for disciplinary procedure.

172-2. Disposez-vous d'un système de formation « e-learning » mis en place pour les agents d'exécutions ?

- ☐ () Oui
- ☒ (X) Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

172-3. Le système de formation continue comprend-il dans son contenu également les TIC (liées aux procédures d'exécution) ?

☐ Oui

☒ Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

172-4. Votre pays a-t-il instauré la signification et/ou notification électronique ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires Enforcement agents have software for electronic management of cases.

Also enforcement agents are electronically connected with data bases of Cadaster and Clearing house.

172-5. Le développement de nouvelles technologies a-t-il un effet sur les différentes étapes de la procédure d'exécution ?

☒ Oui

☐ Non

Comentaire - Veuillez expliquer : Increase the efficiency of the procedure.

8.1.4 Frais

174. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires The ground and the criteria for the enforcement fees and prescribed in Article 46 from the Law on Enforcement. They are elaborated in more details in secondary legislation (Tariff for enforcement) adopted by the Minister of Justice upon opinion of the Enforcement Chamber.

175-1. Les honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution sont-ils librement négociés ?

☐ Oui

☒ Non

Commentaires

175-2. Qui doit procéder au paiement de ces honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution ?

☒ Le débiteur

☐ Le créancier

☐ Autre – veuillez préciser

Commentaires

176. Est-ce que la loi énonce des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement

négociés) ?

☒ (X) Oui

☐ () Non

Commentaires The criteria for the enforcement fees and prescribed in Article 46 from the Law on Enforcement.

H0. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : Ministry of Justice,
Chamber of Enforcement Agents

8.1.5 Organisation de la profession et efficacité des services

177. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?

☒ (X) Oui

☐ () Non

Commentaires According to the Article 54 from the law on Enforcement, Ministry of Justice is competent for conducting the supervision on the work of enforcement agents. According to the Article 78 paragraph 1 item d from the law on Enforcement, Enforcement Chamber establish Commission for conducting the supervision on the work of enforcement agents. According to the Article 86 from the law on Enforcement, parties have right for objection for legality of actions of enforcement agents. Basic court on the area of enforcement is competent to decide on the above mentioned objection.

178. Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution ?

☒ [X] une instance professionnelle

☒ [X] le juge

☒ [X] le ministère de la Justice

☐ [] le procureur

☐ [] autre (veuillez préciser) :

Commentaires See comments on the Q177

181. Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution ?

☐ () Oui

☒ (X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

182. Disposez-vous d'un système pour contrôler la manière dont la procédure d'exécution est conduite par l'agent d'exécution?

☒ (X) Oui

☐ () Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**183. Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ?
Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum.**

- ☒ [X] absence de toute exécution
- ☐ [] non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques
- ☐ [] manque d'information
- ☒ [X] durée excessive
- ☐ [] pratiques illégales
- ☐ [] supervision insuffisante
- ☒ [X] coût excessif
- ☐ [] défaut de comportement éthique de l'agent d'exécution
- ☐ [] autre (veuillez préciser) :

Commentaires "Non-execution" and "excessive length" were added due to the fact that there are cases in which the debtor has no property and there is no possibility for enforcement, or the debtor was overindulgent.

185. Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

	Existence du système
pour les affaires civiles	(X) Oui () Non
pour les affaires administratives	(X) Oui () Non

Commentaires

186. Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de signification et/ou notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ? (Une seule option possible)

- (X) entre 1 et 5 jours
- () entre 6 et 10 jours
- () entre 11 et 30 jours
- () plus (veuillez préciser) :
- ☐ [] NA

Commentaires The average timeframe depends on the case and varies from case to case. However, in most of the cases it is 1-5 days. In cases where this period is longer, the main problem is that parties refuse to receive the letter, or they have temporary or permanently left the country.

187. Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

Nombre de procédures disciplinaires initiales
--

Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	3 [] NA [] NAP
1. Pour faute déontologique	0 [] NA [] NAP
2. Pour insuffisance professionnelle	3 [] NA [] NAP
3. Pour délit pénal	0 [] NA [] NAP
4. Autre	0 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

188. Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

	Nombre de sanctions prononcées
Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5)	2 [] NA [] NAP
1. Réprimande	0 [] NA [] NAP
2. Suspension	0 [] NA [] NAP
3. Retrait d'une affaire	1 [] NA [] NAP
4. Amende	1 [] NA [] NAP
5. Autre	0 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez en indiquer les raisons : "Other" - Permanent taking away of the right to perform occupation of enforcement agent

H1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : Ministry of Justice,
Chamber of Enforcement Agents of the Republic of Macedonia

8.2.Exécution des décisions pénales

8.2.1Fonctionnement de l'exécution des décisions pénales

189. Qui est chargé de l'exécution des décisions pénales ? (réponses multiples possibles)

- [X] Juge
- [] Procureur
- [X] Services pénitentiaire et de probation
- [] Agent d'exécution
- [X] Autre autorité (veuillez préciser) :Public Revenue Bureau

Commentaires - Veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle). Public Revenue Bureau is responsible for execution of fines in criminal and misdemeanor cases.

190. En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- () Oui
- (X) Non

Commentaires

191. Si oui, quel est le taux de recouvrement ?

- () 80-100%
- () 50-79%
- () Moins de 50%

Commentaires - Veuillez indiquer la source ayant permis de répondre à cette question :

9.Notaires

9.1.Profession de notaire

9.1.1 Nombre, statut et mandat des notaires

192. Nombre et statut des notaires dans votre pays.

	Total	Hommes	Femmes
TOTAL (1+2+3+4)	186 [] NA [] NAP	74 [] NA [] NAP	112 [] NA [] NAP
1. Statut privé (sans contrôle d'une autorité publique)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. Officiers publics nommés par l'Etat	186 [] NA [] NAP	74 [] NA [] NAP	112 [] NA [] NAP
3. Fonctionnaires (rémunérés par l'Etat)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

4. Autre	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
----------	---------------------	---------------------	---------------------

Commentaire - Si « autre » veuillez préciser le statut ou si « Officiers publics nommés par l'Etat » veuillez indiquer quel ministère est principalement engagé dans la procédure de nomination.

192-1. Quelles sont les conditions d'accès à la profession de notaire (réponses multiples possibles) ?

- ☒ diplôme
- ☒ expérience professionnelle
- ☒ examen spécifique
- ☒ procédure de nomination par l'Etat
- ☐ formation initiale
- ☐ autre (veuillez préciser):

Commentaires Requirements for the appointment of notaries

Article 10

(1) A person can be appointed notary only if they meet the following conditions:

- a) be a citizen of the Republic of Macedonia;
- b) be professionally competent and enjoy a general medical competence which is proven by a certificate of a competent occupational medicine institution;
- c) be a graduate lawyer having completed four-year undergraduate studies of law or a graduate lawyer who has completed 300 credits under the Bologna declaration in studies of law according to the European Credit Transfer System (ECTS);
- d) pass the exam for notaries;
- e) have prior working experience at least 3 years following the bar exam or have prior working experience in notary office at least 2 years following the bar exam;
- f) not be convicted by an effective judgment on unconditional sentence of imprisonment of over six months or not be issued a ban on performing the occupation, office or duty;
- g) pledge an oath before a notary that they shall provide the requisite equipment and premises for the performance of the notary service;
- h) pledge before a notary that they are not overly in debt otherwise incur all consequences of perjury;
- i) have active command of the Macedonian language and its Cyrillic alphabet; and
- j) not have had the office of judge terminated, or their labour relation as a civil servant, assistant notary, deputy notary, attorney or bailiff by an effective judgment within a disciplinary procedure up to the expiry of three years as of the day of the judgment effectiveness.

192-2. Le mandat des notaires est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- ☒ oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :64
- ☐ non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire). Veuillez préciser : Exception is if the notary is dismissed for disciplinary liability.

9.1.2 Activités/ domaines de compétences



194. Quel type de fonctions exercent les notaires (plusieurs réponses possibles) :

	Veillez sélectionner une option
Authentification	☒ (X) Oui, exclusivement exercée par les notaires ☐ () Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires ☐ () Non ☐ [] NAP
Certification des signatures	☒ (X) Oui, exclusivement exercée par les notaires ☐ () Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires ☐ () Non ☐ [] NAP
Légalisation des signatures/ Apostille	☐ () Oui, exclusivement exercée par les notaires ☐ () Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires ☒ (X) Non ☐ [] NAP
Contrôle de légalité des documents	☒ (X) Oui, exclusivement exercée par les notaires ☐ () Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires ☐ () Non ☐ [] NAP
Médiation	☐ () Oui, exclusivement exercée par les notaires ☐ () Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires ☒ (X) Non ☐ [] NAP
Prestation de serments	☒ (X) Oui, exclusivement exercée par les notaires ☐ () Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires ☐ () Non ☐ [] NAP
Procédures judiciaires non contentieuses (par exemple, agir en tant que commissaire du tribunal dans un dossier de succession, divorce, partage de succession, veuillez préciser)	☒ (X) Oui, exclusivement exercée par les notaires ☐ () Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires ☐ () Non ☐ [] NAP

Agir en tant que fonctionnaire d'Etat (par exemple, célébrer un mariage, veuillez préciser)	☐ Oui, exclusivement exercée par les notaires ☐ Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires ☒ Non ☐ NAP
Autres fonctions judiciaires (par exemple ordre de paiement)	☒ Oui, exclusivement exercée par les notaires ☐ Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires ☐ Non ☐ NAP
Enchères publiques	☐ Oui, exclusivement exercée par les notaires ☐ Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires ☒ Non ☐ NAP
Autres (par exemple collecter des impôts, gérer des registres)	☐ Oui, exclusivement exercée par les notaires ☐ Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires ☒ Non ☐ NAP

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser. Veuillez indiquer toute précision utile concernant le contenu des droits exclusifs des notaires ou au contraire les autres organes ayant également des compétences pour les activités énumérées. In Article 3, paragraph 2 from the Law on notary, is prescribed that the notary service includes drafting and issuance of public documents regarding legal operations in the form of a notary deed (or act), statements and attestations of facts used as a basis to pledge rights or obligations; adopting decisions within a procedure to issue notary payment orders; attestation of private deeds (solemnization); issuing of certificates, authenticating signatures and marks, transcripts, translations, keeping documents, money and valuables for their transfer to other persons or authorities, as well as performing mandated activities defined by law.

194-2. Dans quels domaines du droit les notaires ont-ils des compétences (plusieurs réponses possibles) ?

- ☒ Transaction immobilière
- ☐ Droit de la famille
- ☒ Droit des successions
- ☒ Droit des sociétés
- ☐ Contrôle de la régularité des jeux de hasard
- ☐ Protection des personnes vulnérables
- ☒ Autres

Commentaires The Law on the Notary
Notary instruments and authentications
Article 4

(1) Notary instruments are public deeds which the notary has drafted within their scope of work and official actions enshrined by law such as instruments related to legal affairs and statements drawn by the notary in the form of a notary deed (notary

acts), notary payment order, minutes of legal operations and other actions taken by the notary or in their presence (notary minutes), attestations of facts that the notary has attested to personally or through deeds (notary attestations) and certified (solemnized) private deeds.

(2) Notary authentications are authentications of signatures or marks, authentications of identicalness of transcripts or certificates (transcript authentication), authentication of translations and other authentications as prescribed by the law.

(3) The notary deeds, the certified (solemnized) private deeds, the notary payment orders and decisions issued within successions as an entrusted mandate from the court and in cases defined by this law are self-executing.

(4) Notary instruments have the probative effect of public deeds if the required conditions prescribed by this Law have been met during their drafting.

(5) The notary authentications are probative as public deeds when it comes to facts certified by the notary.

9.1.3 TIC, organisation de la profession et formation

194-3. Les notariats utilisent-ils des systèmes TIC spécialisés dans leur activité ?

☒ Dans leurs relations avec l'État (par exemple, tribunaux, registres, chambres de commerce, autorités fiscales)

☒ Dans leurs relations avec leurs clients

☐ Dans leurs relations avec d'autres notaires (par exemple, visioconférence, système d'échange de documents)

Commentaires

194-4. Quels sont les registres informatisés que les notaires peuvent consulter ?

☒ Registre foncier

☒ Registre du commerce

☒ Registre de l'état civil/ de la population

☐ Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale

☐ Tout autre registre (veuillez préciser)

☐ Aucun

Commentaires

194-5. Existe-t-il des registres/infrastructures de registres gérés par le notaries ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaire - Dans l'affirmative, veuillez préciser : Registry of testaments run by the Notary Chamber.

194-6. Dans quels registres informatisés les notaires peuvent-ils modifier les données (directement ou indirectement via une demande en ligne) ?

	Modification directe	Modification indirecte via une demande en ligne
Registre foncier	☐ Oui ☒ Non ☐ NAP	☒ Oui ☐ Non ☐ NAP

Registre du commerce	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Registre de l'état civil/ de la population	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Tout autre registre (veuillez préciser)	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Aucun	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP

Commentaires

194-7. Quels sont les outils TIC utilisés par les notaires dans leurs relations avec leurs clients ?

- [] Visioconférence (par exemple, conseils numériques)
- [] Acte électronique
- [] Identification numérique
- [X] Archivage numérique
- [] Autre, veuillez préciser
- [] Aucun

Commentaires

194-8. Qui est responsable pour gérer les archives numériques ?

- [X] Notariat/ organisme professionnel
- [] Autres autorités publiques
- [] Autre entité (veuillez préciser)

Commentaires

195. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

- (X) Oui
- () Non

Commentaires

196. Si oui, quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires (plusieurs options possibles)?

- [X] une instance professionnelle
- [X] le tribunal
- [X] le ministère de la Justice
- [] le procureur

[] autre (veuillez préciser) :

Commentaires

196-1. Existe-t-il un système de formation continue générale pour les notaires ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

196-2. Les notaires bénéficient-ils d'une formation en matière de :

	Oui	Non
Droit européen	()	(X)
Droit d'un autre Etat membre (programmes de formation transfrontaliers)	()	(X)

Commentaire - Si oui, veuillez indiquer les types (par exemple, cours traditionnels, e-learning, webinaire) et les grands thèmes des activités de formation :

I1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Ministry of Justice,
Notary Chamber

10. Interprètes judiciaires

10.1. Précisions sur la profession d'interprète judiciaire

10.1.1 Statuts des interprètes judiciaires

197. Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé ?

(X) Oui

() Non

Commentaires This title is protected by the Law on Courts. There is a Register of court interpreters. All court interpreters have own stamp and seal.

198. La fonction d'interprète judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

(X) Oui

() Non

Commentaires The Law on the Courts and Court book of rules.

199. Nombre d'interprètes judiciaires enregistrés :

[5 942]

[] NA

[] NAP

Commentaires New system of selection of interpreters with exam was introduced in 2008. According to new system, until the end of 2020, 2781 interpreters have passed exam and they are appointed by the Minister of Justice as court interpreters. The rest of 3161 were appointed before exam was introduced.

200. Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser (par exemple avoir passé avec succès un examen particulier) :

201. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires ?

[] Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

[] Oui, pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

[X] Non, veuillez préciser quelle autorité est responsable de la sélection Minister of Justice

Commentaires According to the Court book of rules , court interpreter can become a person who has passed exam before commission established from the Minister of Justice, composed by the university professors in the field of language teaching and other experts for languages. According to the Law on Courts, court interpreters are appointed by the Minister of Justice.

Basic conditions for passing exam are: candidate to be a citizen of the State, to have a knowledge of Macedonian language, to have graduated at some faculty (high education), to have a certificate for knowledge of foreign language and to be a citizen in the city where the court (for which translator is accredited) is located.

J1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Ministry of Justice

11. Experts judiciaires

11.1. Profession d'expert judiciaire

11.1.1 Statuts des experts judiciaires



202. Dans votre système, quels types d'experts judiciaires peuvent être impliqués dans des procédures judiciaires (réponses multiples possibles) :

[X] Experts désignés par les parties au soutien de leur argumentation mais tenus envers un tribunal par une obligation d'indépendance et d'impartialité

[X] Experts nommés par le tribunal ou une autre autorité indépendante des parties

[] Autres systèmes d'expertise judiciaire, veuillez préciser

Commentaire - Veuillez préciser qui propose et qui nomme un expert dans une affaire déterminée. The area of expert and technical witnesses is regulated by the Law on expert witnesses, relevant secondary legislation and procedural laws (Law on Criminal Procedure and Law on Civil procedure).

The expertise activity is regulated by the Law on Expert Evidence. This Law stipulates who can perform expertise activity, as well as the conditions under which a person can obtain a license for expertise in the relevant field. The Law on Expert Evidence envisages categories of persons who, meeting the relevant requirements set by the Law on Expert Evidence, can obtain a license for expertise in the relevant area without taking the professional exam by submitting an application and appropriate documentation as evidence of meeting the legal requirements to the Ministry of Justice. In addition, according to Article 20 of the Law, the persons who can acquire a license without taking the professional exam are: Doctor of Science from the appropriate scientific field or third cycle of university studies - doctoral studies in the appropriate scientific field, Master of Science from the appropriate scientific field and the person who has passed the specialist medical examination or second cycle of university studies - Master of appropriate scientific field with five years work experience after completing the master's degree or passing the specialist examination, a person who has higher or secondary education with a registered craft from the relevant field (goldsmith and an employee of the authority of the state administration and professional institution responsible for performing expertise, who has at least five years experience in the relevant field of expertise). In addition to these persons, the Law provides for obtaining license for expertise in the relevant field by passing the professional exam, whereby, in accordance with Article 9 of the Law, any interested party is required to fulfill the following requirements: to be a citizen of the State, to have a residence in the country, to have a university degree in the relevant field (four-year university degree or degree with 300 credits according to the European Credit Transfer System (ECTS), prohibition to practice profession, activity or duty has not been pronounced, with effective decision, while the consequences of the prohibition are in progress and to have at least five years of work experience after graduation in the relevant area for which the application for taking the exam was submitted. According to the Article 244 of the Law on Criminal procedure, the public prosecutor, the defendant and the defense counsel shall have the right to nominate technical advisors from the registry of court approved experts, as of rule, but not more than two of them, who will help them in the gathering of information on professional issues or to contest the expert's report. The defendant and his or her counsel, in cases and under circumstances as prescribed in this Law for defense of indigent persons as referred to in Article 75 of this Law, shall have the right to be assisted by a technical advisor who will be paid from the State Budget. A person who cannot be an expert pursuant to Article 238 of this Law may not be nominated as a technical advisor.

According to the Article 245 of the Law on Criminal procedure, upon request by the parties, the technical advisors may be present during the expertise and give suggestions to the experts, and object regarding the expert examination, which shall be put on the record. If the technical advisors have been nominated only after the expert's report has been completed, the technical advisors may review the findings and the report and ask the entity conducting the proceedings for an authorization to examine the person, object or the location that was the subject of the expert examination.

202-1. Existe-t-il des listes ou toute autre forme d'enregistrement officiel, pour les experts ?

☒ (X) Oui

☐ () Non

Commentaires

202-1-1. Si oui, la liste est-elle établie au plan (réponses multiples possibles) :

☒ [X] national

☐ [] par circonscription administrative ou état fédéré

☐ [] par circonscription judiciaire

☐ [] autre

Commentaire - Veuillez fournir tout autre commentaire concernant ces listes ou bases de données d'experts si elles existent (par exemple : l'expert prête-t-il serment ? comment sont évaluées ses compétences ? par qui ?) :

202-1-2. Ces listes sont elles accessibles au public :

☒ (X) Oui sur Internet

☐ () Oui

☐ () Non

Commentaires

202-2. Quelle autorité est compétente pour l'enregistrement des experts judiciaires ?

- ☒ Le Ministère de la Justice
- ☐ Les tribunaux
- ☐ Un organe administratif
- ☐ Un organisme indépendant (association d'experts judiciaires)
- ☐ Autre

Commentaire - Veuillez préciser également les critères d'enregistrement :

202-3. L'enregistrement des experts judiciaires est-il limité dans le temps ?

- ☒ Oui, pour combien de temps 5 years
- ☐ Non

Commentaires According to the Article 19 paragraph 4, an expert license is issued for a period of five years.

202-4. Dans une affaire, peut-on désigner un expert non inscrit sur la liste ou non enregistré ?

- ☐ Oui
- ☒ Non

Commentaire - Si oui, dans quels cas ?

203. Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez indiquer en quoi consiste cette protection : According to the Law on expert witnesses there are two categories of candidates for expert witnesses. First category obtain licence without taking examination, upon submitted request and appropriate documentation (Ph D or Master of Science and 5 year of work experience in relevant area). Second category of candidates can obtain licence after passing theoretical and practical exam. The Minister of Justice issues licences for all expert witnesses .

203-1. L'expert judiciaire a-t-il une obligation de formation ?

	Obligation de formation
Formation initiale	☐ Oui ☒ Non
Formation continue	☒ Oui ☐ Non

Commentaires According to the Law on expert witnesses there are two categories of candidates for expert witnesses. First category obtain licence without taking examination, upon submitted request and appropriate documentation (Ph D or Master of Science and 5 year of work experience in relevant area). Second category of candidates can obtain licence after passing theoretical and practical exam. The Minister of Justice issues licences for all expert witnesses .

So there is initial training just for the second category which is obliged to pass the exam.

203-2. Si oui, cette formation concerne-t-elle :

☒ la procédure judiciaire

☒ le métier de l'expert

☒ autre

Commentaires Exams are composed mainly of the questions related to the field of profession expertise, procedures and substantive laws.

204. La fonction d'expert judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires The expertise activity is regulated by the Law on Expert witnesses.

204-1. A l'occasion d'une mission qui lui est confiée, l'expert judiciaire est-il dans l'obligation de signaler ses éventuels conflits d'intérêt ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser : The Law on Civil Procedure

Article 239

(1) An expert witness may be dismissed for the same reasons a judge or a lay judge may be recused, but a person who was previously interrogated as a witness may also be taken as an expert witness.

(2) The party is obligated to submit a proposal for the exemption of an expert witness immediately after it learns of the reason for exemption exists, and at the latest before the start of the disclosure of evidence by means of expertise. If the court has interrogated the party about the personality of the expert witness prior to appointing expert witness, the party is obligated to declare itself about the exemption at that time.

(3) In the request for exemption of an expert witness, the party is obligated to state the circumstances which present the grounds for the requested exemption.

(4) The court decides on the request for exemption. The judge of the plea court and the president of the council decide on the exemption, if they are entrusted with the disclosure of evidence by means of expertise.

(5) An appeal against the decision by which the request for exemption is accepted is not allowed, and a separate appeal is not allowed against the decision with which the request is refused.

(6) If the party learns of grounds for an exemption after the expertise was performed and for that reason objects the expertise, the court will act as if the request for exemption was presented before the performed expertise.

The Law on Criminal Procedure

Article 38

Exclusion of public prosecutors and other participants in the procedure

(1) The exclusion provisions for judges and lay judges shall also be equally applicable for the public prosecutors, with the exception of the grounds as referred to in Article 33, paragraph 1, items 4 and 5 of this Law.

(2) The exclusion provisions for judges and lay judges shall be equally applicable for the record keepers, interpreters or translators and other professional staff, as well as for the expert witnesses, unless there are other provisions referring to them (Article 238 of this Law).

(3) The public prosecutor in charge of the public prosecution office shall rule on the motions for exclusion of the public prosecutors from that public prosecution office. The public prosecutor in charge of the immediate higher public prosecution office shall rule on the motions for exclusion of public prosecutors in charge of the lower public prosecution offices.

(4) The entity that conducts the procedure shall rule on any motions for exclusion of record keepers, interpreters or translators and expert witnesses.

Exclusion of an expert

(1) A person who may not be heard as a witness (Article 213 of this Law) shall not be commissioned as an expert, or a person who has been relieved of the duty to testify (Article 214), as well as a person against whom the criminal offense was committed, and if such person has been commissioned, the court decision may not be founded on his or her finding and opinion.

(2) There would be a reason to exclude an expert also if that is a person who is working together with the defendant or the injured party in the same entity or other legal person, as well as if the person is working for the injured party or the defendant.

(3) A person, who has been heard as a witness, may not be commissioned as an expert.

(4) If a separate appeal against the decision to overrule the motion for exclusion of the expert is allowed (Article 36, paragraph 7), the appeal shall delay the preparation of the expert's report, unless there is a danger of procrastination.

205. Nombre d'experts judiciaires accrédités ou enregistrés :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'experts	1 089 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires Presented data are from December 2020

206-1. Nombre d'affaires pour lesquelles une expertise a été ordonnée par un juge ou requise par les parties

	Nombre d'affaires
Total (1+2+3+4)	[X] NA [] NAP
1. Affaires civiles et commerciales litigieuses	[X] NA [] NAP
2. Affaires administratives	[X] NA [] NAP
3. Affaires pénales	[X] NA [] NAP
4. Autre affaires	[X] NA [] NAP

Commentaires

205-1. Qui détermine le montant de la rémunération de l'expert ?

	En matière civile/administrative	En matière pénale
Défini par la loi/ règlement ou réglementation spéciale	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP
Défini par le tribunal/juge	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP

Defini par le ministère de la Justice ou un autre ministère (fixant un tarrif par exemple)	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Salaire de fonctionnaire public (dans le cas d'un médecin légiste ou un autre spécialiste qui est un fonctionnaire public)	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP
Librement négocié entre l'expert et les parties	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP
Autre	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser : Reward and compensation

Article 29

(1) The expert for the performed expertise or super expertise has the right to reward for the performed expertise or super expertise and the right to compensation for realistically necessary costs.

(2) The amount of the reward for the performed expertise or super expertise is determines according to the amount of monetary value of the subject of expertise, the complexity of the expertise, the time required to collect the data and preparation of the expertise (finding and opinion).

(3) The amount of the actually required costs shall be determined on the basis of real necessary travel and daily expenses and material expenses.

(4) The manner of calculating the reward and the compensation referred to in this Article prescribed by the Minister of Justice upon prior opinion of the Chamber of Experts.

206. Existe-t-il des dispositions impératives pour les experts judiciaires concernant :

	Oui	Non
Délais pour présenter le rapport d'expertise	(X)	()
Qualité de l'expertise	(X)	()
Autre	(X)	()

[] NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser et fournir des détails dans l'hypothèse où de possibles sanctions existent : According to the Law on Civil Procedure, the expert shall submit its expert opinion and opinion in writing within the deadline determined by the court, which can not be longer than 45 days, and in complex cases can not be longer than 60 days.

207-1. Le juge ou un autre organe contrôle-t-il le déroulement des opérations d'expertises ?

() Oui

(X) Non

Si oui, veuillez préciser : According to the Law on Criminal procedure, the expertise shall be managed by the entity that has ordered the expertise (the order during the preliminary procedure shall be issued by the public prosecutor, and during the main hearing it will be issued by the court).

207-2. Les associations d'experts sont-elles impliquées dans :

- ☐ Le processus de sélection
- ☒ La formation initiale ou continue
- ☒ Les procédures disciplinaires
- ☐ NAP

Commentaires The disciplinary body of the Chamber is the Disciplinary Commission. The Disciplinary Commission is elected by the Assembly of the Chamber.

According to article 25 from the Law on expert witnesses, the expert has the obligation to attend the training continuously every year training conducted by the Chamber of Experts in cooperation with Ministry of Justice. Failure to attend the training shall be considered disciplinary offense.

K1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Ministry of Justice (Register of expert witnesses)

12.Les réformes dans le système judiciaire

12.1.Réformes envisagées

12.1.1Réformes

208. Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles en cours ou envisagées ?

208-1. Programmes de réforme généraux

- ☒ Oui (programmé)
- ☐ Oui (adopté)
- ☒ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- ☐ Non
- ☐ NA

Si oui, veuillez préciser : Strategy for the reform of judiciary sector - implemented during the reference year

Strategy for the reform of judiciary 2023-2027 - planned

Strategy for the reform of criminal law - planned

Strategy for HR resources in judiciary network

Strategy for HR resources in public prosecutorial network

National Strategy for development of the penitentiary system 2021-2025

Strategy for development of the probation system 2021-2025

208-2. Budget

- ☒ Oui (programmé)
- ☐ Oui (adopté)
- ☒ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- ☐ Non

☐ NA

Si oui, veuillez préciser : It is planned to adopt amendments to the Law on the court budget

208-3. Tribunaux et ministère public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du nombre des tribunaux- (implantations géographiques), compétences des tribunaux, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments)

☒ Oui (programmé)

☒ Oui (adopté)

☒ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

☐ Non

☐ NA

Si oui, veuillez préciser : New Law on public prosecution and amendments on the Law on Council of public prosecutors were adopted in 2020

It is planned to change geographical court and public prosecution networks.

208-4. Accès à la justice et aide judiciaire

☐ Oui (programmé)

☐ Oui (adopté)

☒ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

☐ Non

☐ NA

Si oui, veuillez préciser : New Law on free legal aid was adopted in 2019. Strengthening of the system of free legal aid. National coordination body for free legal aid was established.

208-5. Conseil supérieur de la magistrature

☐ Oui (programmé)

☒ Oui (adopté)

☒ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

☐ Non

☐ NA

Si oui, veuillez préciser : Amendments on the Law on Court Council were adopted in 2019. New Strategy for HR resources in judicial network was adopted by the Judicial council.

208-6. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc.

☒ Oui (programmé)

☐ Oui (adopté)

☒ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

☐ Non

☐ NA

Si oui, veuillez préciser : New Law on public prosecution and amendments on the Law on Council off public prosecutors were adopted in 2020

Amendments on the Law on Court Council and new Law on courts were adopted in 2019. Amendments of the Law on attorneys are in parliamentary procedure.

208-7. Parité hommes/ femmes

☒ Oui (programmé)

☐ Oui (adopté)

☐ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

☐ Non

☐ NA

Si oui, veuillez préciser : Amendments of the Criminal code related to the implementation of Istanbul convention are in parliamentary procedure.

208-8. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et d'actes de coopération

☒ Oui (programmé)

☒ Oui (adopté)

☒ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

☐ Non

☐ NA

Si oui, veuillez préciser : New Law on civil procedure is in parliamentary procedure. According to the Strategy for the reforms in the judiciary sector 2017-2022, new Law on obligations, Law on property and Law on inheritance will be prepared. New Criminal code and amendments Law on criminal procedure are in the final stage of preparation. New Law on law on payment of monetary compensation to victims of crimes committed with violence is in parliamentary procedure. New Law on international cooperation in criminal matters related to harmonization with latest EU acquis and international instruments was adopted. Three Hague conventions will be ratified. New Law on administrative disputes was adopted in 2019.

208-9. Exécution des décisions de justice et en particulier décisions contre les autorités publiques

☒ Oui (programmé)

☐ Oui (adopté)

☐ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

☐ Non

☐ NA

Si oui, veuillez préciser : Planed amendments of the Law on bailiffs.

208-10. Médiation et autres mesures alternatives au règlement des litiges

☒ Oui (programmé)

☐ Oui (adopté)

☐ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

☐ Non

☐ NA

Si oui, veuillez préciser : New Law on mediation is in the parliamentary procedure.

208-11. Lutte contre la criminalité

☒ Oui (programmé)

☒ Oui (adopté)

☐ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

☐ Non

☐ NA

Si oui, veuillez préciser : New Strategy on strengthening of the capacities for conducting financial investigations and confiscation of property 2021-2023 was adopted by the Government. Law on Asset recovery Agency is in preparation in Ministry of justice. Draft on the new Law on management of confiscated property will be prepared.

208-12. Système pénitentiaire

☐ Oui (programmé)

☒ Oui (adopté)

☒ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

☐ Non

☐ NA

Si oui, veuillez préciser : In 2019 new Law on the execution of sanctions was adopted. New Strategy for development of the penitentiary system and new Strategy on development of the probation system were adopted in 2021.

208-13. La justice adaptée aux enfants

☒ Oui (programmé)

☐ Oui (adopté)

☐ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

☐ Non

☐ NA

Si oui, veuillez préciser : New Law on child justice is in the final stage of preparation.

208-14. La violence domestique

☒ Oui (programmé)

☒ Oui (adopté)

☒ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

☐ Non

☐ NA

Si oui, veuillez préciser : Action plan for implementation of Istanbul Convention - adopted by the Government
Amendments of Criminal Code for implementation of Istanbul Convention - Parliamentary procedure for adoption
Law on victims compensation - Parliamentary procedure for adoption
Law on Prevention and Protection from Violence against Women and Domestic Violence - adopted

208-15. Nouvelles technologies de l'information et de la communication

☒ Oui (programmé)

☐ Oui (adopté)

☐ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

☐ Non

☐ NA

Si oui, veuillez préciser : Implementation of the Strategy for ICT in judiciary sector 2019-2023 is ongoing. ICT Council in the judiciary was established. Government Plan for digitalization of the judiciary was adopted.

208-16. Autres

☒ Oui (programmé)

☐ Oui (adopté)

☐ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

☐ Non

☐ NA

Si oui, veuillez préciser : New Strategy for reforms in the judiciary sector 2023-2027 is planed to start with preparation in 2022.